

LE MOIS À L'UNESCO N°71-72

Bulletin trimestriel d'information

OCTOBRE 2008 – MARS 2009



Afrique et dialogue interculturel

Centre Catholique International de Coopération avec l'UNESCO
9, rue Cler – 75007 Paris

**LE MOIS A L'UNESCO
THE MONTH AT UNESCO
EL MES EN LA UNESCO**

Bulletin trimestriel d'information édité en français par le CCIC (Centre Catholique International de Coopération avec l'UNESCO)
Quarterly Information Bulletin published in English by the CCIC (International Catholic Centre for Cooperation with UNESCO)
Boletín trimestral de información editado en español por el CCIC (Centro Católico Internacional de Cooperación con la UNESCO)

9, rue Cler – F 75007 Paris

Tél. 33 (0)1.47.05.17.59

E-mail : infos@ccic-unesco.org

Directeur de la publication/Director of the publication/Director de la publicación : Pr Mgr Guy-Réal Thivierge

Rédacteur en chef/Chief Editor/Jefe de redacción : Pierre Kemner

Secrétaire de rédaction et Composition/Typesetting/Composición : Jeanne Andlauer

Impression/Printing Section/Impresión : Copy House, Paris

Abonnement annuel/Annual Subscription/Suscripción anual : **125 € (la cotisation au CCIC est incluse)**

Abonnement de soutien/Supporting subscription/Suscripción de apoyo : **200 €**

Règlement par chèque bancaire au nom de CCIC (Merci d'éviter les Eurochèques)

Payment by bank check to CCIC (Please do not send Eurocheques)

Pago por cheque bancario dirigido a CCIC (Excepto Eurocheques)

9, rue Cler – F 75007 Paris

SOMMAIRE

DOSSIER

À propos du voyage africain de Benoît XVI 17-23 mars 2009

- Présenter l' <i>Instrumentum Laboris</i>	5
- Le dialogue interreligieux	6
- Le rôle de la femme dans la société et dans l'Eglise	7
- Deux femmes remarquables	8
- Egalité de l'homme et de la femme au sein de la famille	9
- La femme, le développement et le travail	9
- L'attention au malade et au plus faible	10
- L'Afrique, continent de l'espérance	12
- L'Eglise face au VIH-Sida	13

LES NOUVELLES DU CCIC

- Le BICE fête les 20 ans de la Convention sur les droits de l'enfant	17
--	----

Avant-propos : L'UNESCO, la culture et l'Internet	18
Conseil Exécutif	
- Nouvelle stratégie à l' UNESCO	19
- Préoccupations pour l'Afghanistan	19
Education	
- Aide à l'éducation de base : les objectifs de Dakar ne seront pas atteints	19
- « L'Afrique qui bouge, l'Afrique qui rêve, l'Afrique qui espère,... »	20
Droits de l'homme	
- Stéphane Hessel, lauréat du prix UNESCO/Bilbao	20
- Publication de la première étude sur l'esclavage	20
Communication	
- Lasantha Wickrematunge	21
- Le potentiel des médias	21
Sciences naturelles	
- 3 ^{ème} rapport mondial sur l'évaluation des ressources en eau	22
- Appel à l'arrêt immédiat de l'acidification des océans	22
Sciences sociales et humaines:	
- Centième ratification de la Convention internationale contre le dopage	22
INFORMATIONS CATHOLIQUES	
Avant-propos : Le Saint-Siège et la crise	23
Vatican	
- Pour faire face à la crise, il faut un nouveau pacte international	24
- La personne humaine, centre de développement socio-économique	25
- La pastorale dans le soin des enfants malades	25
- Les enfants sont prioritaires	25
- Les Nations Unies et la culture de la paix	26
- Le Vatican et la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme	26
- Il faut respecter la liberté humaine et religieuse.....	26
- L'œcuménisme invite à un échange fraternel.....	27
- Le premier séminaire du Forum catholico-musulman à Rome	27
- Chrétiens et juifs doivent donner un témoignage commun	28
- En Europe, le dialogue des cultures et le patrimoine chrétien	28
- Journée du Migrant et du Réfugié	28
- Les Gitans ont besoin d'une Eglise vivante	29
- Il faut refuser la fatalité de la misère	29
- Tout malade porte en lui une valeur absolue	30
- Le don d'organe	30
- L'assistance communautaire et à domicile	30
- Le 50 ^{ème} anniversaire de la mort de Pie XII	31
Observateur permanent du Saint-Siège auprès de l'UNESCO	
- « <i>L'éducation et le rapprochement des cultures</i> »	31
- « <i>Les technologies de l'information et de la communication...</i> ».....	33

À propos du voyage africain de Benoît XVI

Cameroun et Angola 17-23 mars 2009

Dialogue interreligieux – dignité de la femme – souci du malade

« Nous avons encore eu un ouragan médiatique avec l'affaire montée à partir des propos du Pape dans l'avion qui le menait au Cameroun. La polarisation exclusive sur la question du préservatif a occulté tout le reste des propos du Pape sur la responsabilité humaine dans les relations sexuelles, sur le sida, ses paroles de compassion, sa demande de la gratuité des thérapies pour l'Afrique etc. Les discours importants prononcés par le Pape quand il a fait appel à des changements réels et profonds dans la vie publique et quand il a dénoncé une violence endémique ont été effacés. Les premiers intéressés, les Africains, évêques, hommes d'état et simples citoyens, ne se sont pas privés de dire ce qu'ils pensaient de cette campagne médiatique venue d'ailleurs. L'accueil réservé au Pape par les Africains suffisait à en témoigner. »

Cet extrait du discours d'ouverture de la session de printemps de l'Assemblée des Evêques de France par l'Archevêque de Paris, le Cardinal André Vingt-Trois donne bien la mesure de la tempête qu'avait soulevée une partie de la réponse de Benoît XVI au sujet de la pandémie en Afrique. Mais il donne également la mesure de l'engagement du Pape pour son premier voyage sur un continent qui était la prunelle des yeux de son prédécesseur. C'est pourquoi il faut remettre en place ce qui était important et notamment les domaines essentiels : le **dialogue interculturel**, la place de la femme dans le monde, et le souci du malade et du plus faible, sans oublier la politique et l'économie.

Dans l'avion qui le ramenait de Luanda après son séjour au Cameroun et en Angola, Benoît XVI a souligné à la fois « la cordialité presque exubérante, la joie d'une Afrique en fête et l'esprit de recueillement lors des liturgies, le sens du sacré ». De retour, devant quelques 20 000 auditeurs lors de l'audience générale Place Saint-Pierre, il a fait

référence aux *pays d'Afrique qui consolident leur indépendance et construisent leur identité nationale dans un contexte globalisé* pour mettre en lumière le rôle que l'Eglise doit jouer *au milieu des conflits dramatiques qui affligent de nombreuses régions du continent*, [elle] doit être un *outil d'unité et de réconciliation, pour que l'Afrique tout entière ait un avenir de justice, de solidarité et de paix qui mette en pratique les enseignements de l'Eglise* ».

● Présenter l'« *Instrumentum laboris* »

Le but du séjour sur le continent africain était officiellement d'apporter à l'Afrique l'*Instrumentum laboris*, le document de travail de préparation du deuxième synode des évêques sur l'Afrique, prévu pour l'automne prochain. C'est ce qu'il a fait à Yaoundé, là où – il avait tenu à le rappeler – il y a près de quatre ans, Jean-Paul II avait présenté le résultat du premier synode :

« C'est une grande joie pour moi de vous remettre le texte de l'[Instrumentum laboris](#) de la

deuxième Assemblée spéciale pour l'Afrique du Synode des Évêques, qui se tiendra à Rome en octobre prochain. Le thème de cette Assemblée " L'Église en Afrique au service de la réconciliation, de la justice et de la paix", qui se situe dans la continuité d'[Ecclesia in Africa](#) (titre de l'exhortation apostolique concernant le premier synode sur l'Afrique), est d'une grande importance pour la vie de votre continent, mais aussi pour la vie de l'Église universelle.

L'Instrumentum laboris est le fruit de votre réflexion, à partir des aspects importants de la situation ecclésiale et sociale de vos pays d'origine. Il reflète le grand dynamisme de l'Église en Afrique, mais aussi les défis auxquels elle est confrontée et que le Synode devra examiner.

Ce soir, j'aurai l'occasion de m'entretenir plus longuement sur ce thème avec les membres du Conseil spécial pour l'Afrique du Synode des Évêques. Je souhaite donc vivement que les travaux de l'Assemblée synodale contribuent à faire grandir l'espérance pour vos peuples et pour le continent tout entier ; qu'ils contribuent à insuffler à chacune de vos Églises locales un nouvel élan évangélique et missionnaire au service de la réconciliation, de la justice et de la paix, selon le programme donné par le Seigneur lui-même : " Vous êtes le sel de la terre... Vous êtes la lumière du monde ". (Mt 5, 13.14). Que la joie de l'Église en Afrique de célébrer ce Synode soit aussi la joie de l'Église universelle ! »

(Source : VIS)

Mais Benoît XVI voulait montrer – il l'a dit aux journalistes dans l'avion du retour - comment lors de ses rencontres avec les évêques ou les dirigeants, voire avec les jeunes, il a pu se faire «une idée très riche de la réalité de l'Église en Afrique : comment elle agit, comment elle souffre, ce qu'elle fait, quelles sont ses espérances, les problèmes. Ces prises de conscience ont largement dépassé les frontières des deux pays visités, puisqu'il a tenu à parler des efforts menés par l'Église en Afrique du Sud pour la **réconciliation** qui est, a-t-il dit, difficile, mais qui connaît un certain succès. À présent, elle aide de ses expériences la tentative de réconciliation au Burundi et cherche à faire quelque chose de

semblable, même si c'est avec de très grandes difficultés, au Zimbabwe ».

● **Le dialogue interreligieux**

Dans un pays comme le Cameroun, bien plus qu'en Angola, il a pris acte de l'importance de la communauté musulmane. Et c'est pourquoi il a tenu à en rencontrer des représentants et à leur dire à quel point le dialogue entre les deux communautés, les deux cultures et encore plus le travail en commun des chrétiens et des musulmans étaient un bienfait pour le continent.

Ce discours, d'une grande finesse et d'une immense ouverture d'esprit vaut la peine d'être lu et médité. Face au dénigrement si souvent affiché, il illustre bien à quel point Benoît XVI est habité par ce désir d'instaurer un réel dialogue entre les différentes cultures, entre chrétiennes d'abord, puis entre toutes en continuant par ce dialogue désormais vital chez les croyants au Dieu unique. Ce texte rappelle opportunément les autres pas que l'Église catholique, sous l'impulsion d'abord de Jean-Paul II et aujourd'hui de Benoît XVI, a faits en ce sens. Aujourd'hui, on sent de la part de l'actuel chef de l'Église catholique une urgence, à la limite plus grande et plus forte que sous son prédécesseur, pour éviter l'affrontement entre communautés religieuses.

Voici les passages principaux du discours tenu à la nonciature de Yaoundé le 19 mars dernier :

«Le Cameroun abrite des milliers de Chrétiens et de Musulmans qui, souvent, vivent, travaillent et accomplissent leurs pratiques religieuses dans un même voisinage. Tous croient au Dieu unique, miséricordieux, qui jugera les hommes au dernier jour (cf. [Lumen Gentium](#), n.16). Ensemble, ils témoignent des valeurs fondamentales de la famille, de la responsabilité sociale, de l'obéissance à la loi de Dieu et de la sollicitude bienveillante envers les personnes malades et souffrantes. En fondant leurs vies sur ces vertus et en les enseignant aux jeunes, les Chrétiens et les Musulmans ne montrent pas seulement qu'ils promeuvent le plein développement de la personne humaine, mais aussi

qu'ils forgent des liens de solidarité avec leur prochain et font progresser le bien commun.

Mes amis, je crois qu'aujourd'hui une tâche particulièrement urgente de la religion est de dévoiler l'immense potentiel de la **raison humaine**, qui est elle-même un don de Dieu et que la révélation et la foi fortifient. Loin de réprimer notre capacité de nous comprendre nous-mêmes et de comprendre le monde, la foi dans le Dieu unique l'élargit. Loin de nous dresser contre le monde, elle nous lie à lui. Nous sommes appelés à aider les autres à voir les indices subtils et mystérieux de la présence de Dieu dans le monde qu'il a créé d'une manière merveilleuse et qu'il continue de soutenir par son amour ineffable et universel. Bien qu'en cette vie, nos pensées finies ne puissent jamais saisir directement sa gloire infinie, nous discernons néanmoins des aperçus de celle-ci dans la beauté de ce qui nous entoure. Lorsque des hommes et des femmes laissent le magnifique ordre du monde et la splendeur de la dignité humaine éclairer leurs pensées, ils découvrent que ce qui est «raisonnable» va bien au-delà de ce que les mathématiques peuvent calculer, de ce que la logique peut déduire et de ce que l'expérimentation scientifique peut démontrer :

ce qui est «raisonnable» comprend aussi la bonté et l'attrait inné pour une vie morale droite qui nous est donnée à connaître à travers le langage même de la création.

Cette perception nous incite à chercher tout ce qui est droit et juste, à sortir de la sphère étroite de notre propre intérêt personnel et à agir pour le bien des autres. C'est ainsi qu'une religion authentique élargit l'horizon de la compréhension humaine et est à la base de toute culture humaine authentique. Elle rejette toute forme de violence et de totalitarisme : non seulement à cause des principes de la foi mais aussi d'une raison droite. En effet, religion et raison se renforcent mutuellement car, d'une part, la religion est purifiée et structurée par la raison et, d'autre part, tout le potentiel de la raison est libéré par la révélation et par la foi.

Je vous encourage donc, chers amis Musulmans, à faire pénétrer dans la société les valeurs qui ressortent de cette perspective et qui élèvent la culture humaine, et aussi à inviter

d'autres personnes à participer à la construction d'une civilisation de l'amour. Puisse la coopération enthousiaste des Musulmans, des Catholiques et des autres Chrétiens, au Cameroun, être pour les autres Nations africaines un indicateur lumineux de l'énorme potentiel de l'engagement interreligieux pour la paix, la justice et le bien commun ! »

(source : VIS)

● Le rôle de la femme dans la société et l'Eglise

Sur un continent où la femme joue un rôle économique et social important, mais où sa place dans la société n'est pas vraiment reconnue, Benoît XVI voulait apporter le soutien de l'Eglise à cette reconnaissance indispensable en vue d'une plus grande efficacité de l'économie locale, alors qu'elle est critiquée dans les sphères occidentales pour sa misogynie. Il l'a fait au cours d'une messe qui réunissait les mouvements catholiques de promotion de la femme :

«Je vous exhorte tous à une réelle prise de conscience des conditions défavorables auxquelles ont été – et continuent d'être – soumises de nombreuses femmes, en examinant dans quelle mesure la conduite des hommes, leur manque de sensibilité ou de responsabilité peuvent en être la cause. Les desseins de Dieu sont autres.

Nous avons entendu dans la lecture que tout le peuple répondit d'une même voix : «Tout ce qu'a dit le Seigneur, nous le ferons.» (Ex. 19, 8). L'Écriture Sainte dit que le Créateur divin, en examinant l'œuvre qu'il avait accomplie, découvrit que quelque chose manquait : tout aurait été bon, si l'homme n'avait pas été seul ! Comment l'homme seul pouvait-il être à l'image et à la ressemblance de Dieu qui est un et trine, de Dieu qui est communion ? «Il n'est pas bon que l'homme soit seul. Je vais lui faire une aide qui lui correspondra». Et après que l'homme a cherché longuement dans la création sans résultat (cf. Gn 2, 18-20), Dieu se mit de nouveau à l'œuvre pour créer l'aide qui lui manquait, et le gratifia de façon privilégiée en introduisant l'ordre de l'amour, qu'il ne voyait pas suffisamment représenté dans la création.

Comme vous le savez, frères et sœurs, cet ordre de l'amour appartient à la vie intime de Dieu lui-même, à la vie trinitaire, l'Esprit Saint étant

l'hypostase personnelle de l'amour. Or, «conformément au dessein éternel de Dieu – comme disait le regretté Pape Jean-Paul II - la femme est celle en qui l'ordre de l'amour, dans le monde créé des personnes, trouve le lieu de son premier enracinement» (Lettre Apostolique [Mulieris dignitatem](#), n.29). En effet, en voyant le charme fascinant qui émane de la femme de par la grâce intime que Dieu lui a donnée, le cœur de l'homme s'éclaire et se retrouve en elle : «Cette fois-ci, voilà l'os de mes os et la chair de ma chair» (Gn 2, 23). La femme est un autre «moi» dans l'humanité commune. Il faut reconnaître, affirmer et défendre l'égalité de l'homme et de la femme : tous les deux sont des personnes, à la différence de tout autre être vivant dans le monde autour d'eux.

*Tous les deux sont appelés à vivre en profonde communion, dans une reconnaissance mutuelle et un don de soi réciproque, travaillant ensemble pour le bien commun avec les caractéristiques complémentaires de ce qui est masculin et de ce qui est féminin. **Aujourd'hui, qui ne perçoit le besoin d'accorder plus de place aux «raisons du cœur» ?** Dans une civilisation comme la nôtre, dominée par la technique, on ressent le besoin de cette complémentarité de la femme, afin que l'être humain puisse y vivre sans se déshumaniser complètement. Il suffit de penser aux terres où règne la pauvreté, aux régions dévastées par la guerre, à de nombreuses situations dramatiques découlant des migrations forcées ou non... Ce sont presque toujours les femmes qui y maintiennent intacte la dignité humaine, défendent la famille et sauvegardent les valeurs culturelles et religieuses. »*

● **Deux femmes remarquables en Angola**

Comme exemple de ce rôle de la femme pour sauvegarder la dignité humaine et les valeurs culturelles et religieuses, Benoît XVI a parlé de deux femmes qui ont oeuvré en Angola :

« L'histoire mentionne presque exclusivement les conquêtes des hommes, alors qu'en réalité une part très importante est due à des actions déterminantes, persévérantes et utiles accomplies par des femmes. Parmi de nombreuses femmes extraordinaires, laissez-moi vous parler de deux

d'entre elles : Teresa Gomes et Maria Bonino. La première, Angolaise, est décédée en 2004 dans la ville de Sumba, après une vie conjugale heureuse, dont sont nés sept enfants. Sa foi chrétienne a été solide et son zèle apostolique admirable, surtout au cours des années 1975 et 1976, quand une propagande idéologique et politique féroce s'est abattue sur la paroisse Notre-Dame des Grâces de Porto Amboim, arrivant presque à faire fermer les portes de l'église. Teresa se mit alors à la tête des fidèles qui n'abdiquaient pas face à cette situation, les soutenant, protégeant courageusement les structures paroissiales et recherchant toutes les voies possibles pour que la Messe soit à nouveau célébrée. Son amour pour l'Église la rendit infatigable dans l'œuvre de l'évangélisation, sous la conduite des prêtres.

Quant à Maria Bonino, pédiatre italienne, elle s'est proposée comme volontaire pour différentes missions en cette Afrique bien-aimée, et elle est devenue responsable du service pédiatrique de l'hôpital provincial d'Uíge durant les deux dernières années de sa vie. Se consacrant aux soins quotidiens de milliers d'enfants qui y étaient hospitalisés, Marie dû payer par le sacrifice le plus haut le service qui y était rendu durant une terrible épidémie de fièvre hémorragique de Marbourg, finissant par être elle-même contaminée. Transférée à Luanda, c'est ici qu'elle est décédée et qu'elle repose depuis le 24 mars 2005. Demain, ce sera le quatrième anniversaire de sa mort. L'Église et la société humaine ont été – et continuent à être – grandement enrichies par la présence et par les vertus des femmes, en particulier de celles qui se sont consacrées au Seigneur et qui, en fondant leur vie sur Lui, se sont mises au service des autres.

Aujourd'hui personne ne devrait plus douter du fait que les femmes, sur la base de leur égale dignité avec les hommes, ont tout à fait le droit de jouer un rôle actif dans tous les secteurs de la vie publique, et leur droit doit être affirmé et défendu, y compris par des instruments juridiques lorsque cela se révèle nécessaire. La reconnaissance du rôle public des femmes ne doit pas diminuer pour autant leur rôle irremplaçable à l'intérieur de la famille : leur contribution au bien et au progrès de la société a là une valeur réellement inestimable, même si

elle est peu considérée» (Message pour la Journée Mondiale de la Paix 1995, n. 9).

● **Egalité de l'homme et de la femme au sein de la famille**

Benoît XVI rappelle où doit se conquérir la reconnaissance de la dignité de la femme : ce n'est pas dans une attitude d'opposition à l'homme, mais dans la reconnaissance de son égalité avec lui au sein de la famille. Cette reconnaissance est le fruit du partage des rôles à l'intérieur de la cellule familiale.

C'est bien pour cela que Benoît XVI rappelle le modèle chrétien de la Trinité où aucune des trois personnes n'existe en dehors des deux autres !

«*Toutefois, au niveau personnel, la femme fait l'expérience de sa dignité non pas comme le résultat de l'affirmation de droits sur le plan juridique, mais plutôt comme la conséquence directe des attentions matérielles et spirituelles reçues au sein de la famille. La présence maternelle dans la famille est tellement importante pour la stabilité et la croissance de cette cellule fondamentale de la société, qu'elle devrait être reconnue, louée et soutenue par tous les moyens possibles. Et, pour le même motif, la société doit rappeler aux maris et aux pères leurs responsabilités à l'égard de leur propre famille.*»

(Source VIS)

● **La femme, le développement et le travail**

Coïncidence ? Alors que Benoît XVI se trouvait en Afrique, se tenait à Rome le 1^{er} Congrès international sur le rôle de la femme avec comme thème : *La Femme, le Développement, et le Travail : le rôle féminin dans la dimension sociale et économique*. Cela a permis au Pape d'envoyer un message aux participants pour traiter une nouvelle fois de ce sujet afin d'éclaircir la position de l'Eglise, comme l'avait fait Jean-Paul II. Benoît XVI a repris le flambeau des mains de son prédécesseur. Pour lui, ce congrès était « *une réponse exemplaire à la demande de Jean-Paul II d'un 'nouveau féminisme', qui ait le pouvoir de transformer la culture, en l'imprégnant d'un respect résolu pour la vie. En effet, de nos jours, a-t-il souligné, nous voyons toujours des méthodes nouvelles où la vie est compromise, particulièrement dans ses aspects les*

plus vulnérables. Il a rappelé la nouveauté de l'Evangile, le message de joie qui *encourage les hommes et les femmes à goûter l'amour des épousailles. L'Evangile est loin d'être une annonce qui étouffe l'amour, mais qui le rend au contraire sain, fort et réellement libre* ».

D'ailleurs le Président du Conseil pontifical *Justice et Paix*, le Cardinal Renato Martino, coorganisateur du congrès avec deux mouvements catholiques internationaux de promotion de la femme, dont la toute nouvelle *Alliance Internationale pour la Vie* a fait référence à ce souhait en exprimant, au nom des participants le vœu de voir s'instaurer un «**Christianisme du Oui** : du Oui à Dieu, Père de toute l'humanité et Créateur de l'homme et de la femme, à Son image et à Sa ressemblance ; d'un Christianisme du Oui à la vie, à toute la vie et à la vie de tous, toujours, et surtout à la vie qui est menacée par la pauvreté extrême, à celle qui est niée et défigurée par la violence et par la guerre, à celle qui est refusée par l'avortement et par l'euthanasie, à celle qui est manipulée arbitrairement par les nouvelles technologies, à celle qui est méconnue par les anciens et les nouveaux esclavages ; d'un Christianisme du Oui à la famille fondée sur le mariage d'amour, inséparable et fécond, entre l'homme et la femme, dont la différence sexuelle est le reflet d'un Dieu, qui est amour créateur dans la relation parfaite d'amour du Père, du Fils, dans l'Esprit Saint ; un Christianisme du Oui aux femmes et à leur génie capable d'enrichir le chemin difficile de l'humanité dans la perspective historique et culturelle ; d'un Christianisme du Oui à la confiance, parce que, avec réalisme et sagesse, elle sait évangéliser l'espérance dont ont un besoin extrême les hommes et les femmes de notre temps ; un Christianisme du Oui, à la vie, à la personne humaine, à la solidarité, à l'avenir ».

Ce congrès a permis au Vatican, par la bouche du Cardinal Martino, de préciser son attitude face à l'émancipation féminine que le Président de *Justice et Paix* qualifie d'«**événement d'une époque**». Il requiert que «*le nouveau féminisme sache exercer un discernement chrétien constant, patient, intelligent et réfléchi, pour retenir ce qui est bon, pour combattre ce qui est mauvais, pour orienter ce qui est incertain : un discernement*

chrétien, inspiré et guidé par un humanisme intégral et solidaire, fermement orienté à faire avancer la civilisation de l'amour».

Le Cardinal Martino a cité aussi la distorsion de l'économie actuelle, les «*inégalités économiques qui, de manière scandaleuse, caractérisent notre monde. Sur ce front, à tous les niveaux, nationaux et internationaux, on dépense une infinité de paroles farcies de bons sentiments, sans jamais aller au-delà. **La bataille contre les nombreuses pauvretés sera vaincue si l'on part d'en bas, par des initiatives exemplaires, comme la micro-finance et le microcrédit, qui voient comme protagonistes de nombreuses femmes dans le monde*** ».

De toute façon, si l'on doit proposer «*une ligne stratégique pour un nouveau féminisme, nourri de la force libératrice de l'Évangile, je dirais qu'il faut se libérer courageusement de tous les leurres culturels – ceux qui sont typiques du sous-développement et ceux qui sont typiques du super-développement – qui blessent la dignité intégrale de la femme et de ses droits fondamentaux comme personne, investir de manière massive sur les femmes, par l'éducation et la formation* ».

(Source Fides)

● **L'attention au malade et au plus faible**

Ce souci – souligné dès son départ de Rome dans l'avion qui le menait à Yaoundé et qui fit l'objet d'une grave polémique dans les médias et milieux politiques occidentaux sur laquelle nous reviendrons ci-dessous – Benoît XVI a voulu en faire un des axes principaux de ses interventions et discours. Conscient que l'Afrique est un des continents qui ont le plus à souffrir des épidémies dues en grande partie à la pauvreté, au manque de moyens et d'investissement humain et matériel de l'Occident, il a montré sa sollicitude à tous ceux qui souffrent.

«*Depuis ce Centre qui porte le nom du Cardinal Paul-Émile Léger, fils du Canada, qui était venu chez vous pour soulager les corps et les âmes, je n'oublie pas ceux qui, chez eux, dans les hôpitaux, dans des établissements spécialisés ou des dispensaires, sont porteurs d'un handicap, qu'il soit moteur ou mental, ni ceux qui portent dans leur chair la trace de violences et de guerres. Je*

pense aussi à tous les malades et, spécialement ici, en Afrique, à ceux qui sont victimes de maladies comme le sida, le paludisme et la tuberculose. Je sais combien chez vous l'Église catholique est fortement engagée dans une lutte efficace contre ces terribles fléaux, je l'encourage à poursuivre avec détermination cette œuvre si urgente. À vous qui êtes éprouvés par la maladie et la souffrance, à toutes vos familles, je souhaite apporter de la part du Seigneur un peu de réconfort, vous redire mon soutien, et vous inviter à vous tourner vers le Christ et vers Marie qu'il nous a donnée pour Mère. Elle a connu la douleur, et elle a suivi son Fils sur le chemin du Calvaire, en conservant dans son cœur l'amour même que Jésus est venu apporter à tous les hommes.

Devant la souffrance, la maladie et la mort, l'homme est tenté de crier sous l'effet de la douleur, comme le fit Job, dont le nom signifie 'souffrant' (cf. Grégoire le Grand, Moralia in Job, I, 1, 15). Jésus lui-même a crié, peu avant de mourir (cf. Mc 15, 37 ; He 5, 7). Quand notre condition se dégrade, l'angoisse augmente ; certains sont tentés de douter de la présence de Dieu dans leur existence. Job, au contraire, est conscient de la présence de Dieu dans sa vie ; son cri ne se fait pas révolte, mais, du plus profond de son malheur, il fait monter sa confiance (cf. Job 19 ; 42, 2-6). Ses amis, comme chacun de nous face à la souffrance d'un être cher, s'efforcent de le consoler, mais ils emploient des mots creux et vides.

Face aux tourments, nous nous sentons démunis et nous ne trouvons pas les mots justes. Devant un frère ou une sœur plongé dans le mystère de la Croix, le silence respectueux et compatissant, notre présence habitée par la prière, un geste de tendresse et de réconfort, un regard, un sourire, en font plus parfois que bien des discours. Cette expérience a été vécue par un petit groupe d'hommes et de femmes, dont la Vierge Marie et l'Apôtre Jean, qui ont suivi Jésus au cœur de sa souffrance lors de sa passion et de sa mort sur la Croix. Parmi eux, nous rapporte l'Évangile, se trouvait un Africain, Simon de Cyrène. Il fut chargé d'aider Jésus à porter sa Croix sur le chemin du Golgotha. Cet homme, bien involontairement, est venu en aide à l'Homme des douleurs, abandonné par tous les siens et livré à une violence aveugle.

L'histoire rapporte donc qu'un Africain, un fils de votre continent, a participé, au prix de sa propre souffrance, à la peine infinie de Celui qui rachetait tous les hommes, y compris ses bourreaux. Simon de Cyrène ne pouvait pas savoir qu'il avait son Sauveur devant les yeux. Il a été «réquisitionné» pour l'aider (cf. Mc 15, 21) ; il a été contraint, forcé à le faire. Il est difficile d'accepter de porter la croix d'un autre. Ce n'est qu'après la résurrection qu'il a pu comprendre ce qu'il avait fait. Ainsi en va-t-il de chacun de nous, frères et sœurs : au cœur de la détresse, de la révolte, le Christ nous propose sa présence aimante même si nous avons du mal à comprendre qu'Il est à nos côtés. Seule la victoire finale du Seigneur nous dévoilera le sens définitif de nos épreuves.

Ne peut-on pas dire que tout Africain est en quelque sorte membre de la famille de Simon de Cyrène ? Tout Africain et tout homme qui souffrent, aident le Christ à porter sa Croix et montent avec lui au Golgotha pour ressusciter un jour avec lui. En voyant l'infamie dont Jésus est l'objet, en contemplant son visage sur la Croix, et en reconnaissant l'atrocité de sa douleur, nous pouvons entrevoir, par la foi, le visage rayonnant du Ressuscité qui nous dit que la souffrance et la maladie n'auront pas le dernier mot dans nos vies humaines. Je prie, chers frères et sœurs, pour que vous sachiez vous reconnaître dans ce ' Simon de Cyrène '. Je prie, chers frères et sœurs malades, pour que beaucoup de 'Simon de Cyrène' viennent aussi à votre chevet.

Depuis la résurrection et jusqu'à nos jours, nombreux sont les témoins qui se sont tournés, avec foi et espérance, vers le Sauveur des hommes, en reconnaissant sa présence au cœur de leur épreuve. Le Père de toutes les miséricordes accueille toujours avec bienveillance la prière de celui qui se tourne vers Lui. Il répond à notre appel et à notre prière, comme Il le veut et quand Il veut, pour notre bien et non pas suivant nos désirs. A nous de discerner sa réponse et d'accueillir les dons qu'Il nous offre comme une grâce. Fixons notre regard sur le Crucifié, avec foi et courage, car de Lui nous viennent la Vie, le réconfort, les guérisons. Sachons regarder Celui qui veut notre bien et sait essuyer les larmes de nos yeux. Sachons nous

abandonner dans ses bras, comme un petit enfant dans les bras de sa mère !

Les saints nous en ont donné un bel exemple par leur vie entièrement remise à Dieu, notre Père. Sainte Thérèse d'Avila, qui avait placé son monastère sous le patronage de saint Joseph, a été guérie d'une souffrance le jour même de sa fête. Elle disait qu'elle ne l'avait jamais prié en vain et le recommandait à tous ceux qui prétendaient ne pas savoir prier : «Je ne comprends pas, écrivait-elle, comment on peut penser à la Reine des anges et à tout ce qu'elle essuya de tribulations, durant le bas âge du divin Enfant Jésus, sans remercier saint Joseph du dévouement si parfait avec lequel il vint au secours de l'un et de l'autre. Que celui qui ne trouve personne pour lui enseigner l'oraison choisisse cet admirable saint pour maître, il n'aura pas à craindre de s'égarer sous sa conduite» (Vie, 6). D'intercesseur pour la santé du corps, la sainte voyait en saint Joseph un intercesseur pour la santé de l'âme, un maître d'oraison, de prière.

Choisissons-le, nous-aussi, comme maître de prière ! Non seulement nous qui sommes en bonne santé, mais vous aussi, chers malades, et toutes les familles. Je pense tout particulièrement à vous qui faites partie du personnel hospitalier, et à tous ceux qui travaillent dans le monde de la santé. En accompagnant ceux qui souffrent, par votre attention et par les soins que vous leur accordez, vous accomplissez un acte de charité et d'amour que Dieu reconnaît : «J'étais malade, et vous m'avez visité» (Mt 25, 36). À vous, chercheurs et médecins, il revient de mettre en œuvre tout ce qui est légitime pour soulager la douleur ; il vous appartient en premier lieu de protéger la vie humaine, en étant les défenseurs de la vie, depuis sa conception jusqu'à son terme naturel. Pour tout homme, le respect de la vie est un droit et en même temps un devoir, car toute vie est un don de Dieu. Je veux, avec vous, rendre grâce au Seigneur pour tous ceux qui, d'une façon ou d'une autre, œuvrent au service des personnes qui souffrent. J'encourage les prêtres et les visiteurs de malades à s'engager par leur présence active et amicale au sein d'une aumônerie dans les hôpitaux ou à assurer une présence ecclésiale à domicile, pour le réconfort et le soutien spirituel des malades.

Conformément à sa promesse, Dieu vous donnera le juste salaire et vous récompensera au ciel. »

(Source VIS)

● **L'Afrique, continent de l'espérance**

Comme l'a dit l'Archevêque de Paris dans son discours à Lourdes et qui est un peu notre fil conducteur dans l'exploration des moments importants de ce voyage, Benoît XVI « a fait appel à des changements réels et profonds dans la vie publique et a dénoncé une violence endémique ». C'est en Angola qu'il a voulu s'adresser au monde politique, mais en s'adressant au continent tout entier :

« L'Angola sait qu'est arrivé pour l'Afrique le temps d'être le continent de l'espérance. Tout comportement humain droit est espérance en action. Nos actions ne sont jamais indifférentes devant Dieu ; et elles ne le sont pas non plus pour le développement de l'histoire. Chers amis, avec un cœur intègre, magnanime et plein de compassion, vous pouvez transformer ce continent, libérant votre peuple du fléau de l'avidité, de la violence et du désordre en le conduisant sur le chemin indiqué par les principes indispensables à toute démocratie civile moderne : le respect et la promotion des droits de l'homme, un gouvernement transparent, une magistrature indépendante, des moyens de communication sociale libres, une administration publique honnête, un réseau d'écoles et d'hôpitaux fonctionnant de façon adéquate, et la ferme détermination, basée sur la conversion des cœurs, d'éradiquer une fois pour toutes la corruption. Dans le [Message de cette année pour la Journée mondiale de la Paix](#), j'ai voulu attirer l'attention de tous sur la nécessité d'une approche éthique du développement. En effet, plus que de simples programmes et protocoles, les habitants de ce continent demandent à juste titre une conversion profonde, authentique et durable des cœurs à la fraternité (cf. n. 13). Leur exigence vis-à-vis de ceux qui œuvrent dans la politique, dans l'administration publique, dans les agences internationales et dans les compagnies multinationales est avant tout celle-ci : soyez à nos côtés de façon vraiment humaine, accompagnez-nous, ainsi que nos familles et nos communautés !

Le développement économique et social en Afrique requiert la coordination des actions gouvernementales nationales avec les initiatives régionales et avec les décisions internationales. Une telle coordination suppose que les nations africaines ne soient pas seulement considérées comme les destinataires des plans et des solutions élaborées par d'autres. **Les africains eux-mêmes, œuvrant ensemble pour le bien de leurs communautés, doivent être les premiers acteurs de leur développement.** À ce propos, il y a un nombre croissant d'initiatives qui méritent d'être encouragées. Parmi elles, la New Partnership for Africa's Development (NEPAD), le Pacte sur la sécurité, la stabilité et le développement dans la Région des Grands Lacs, le Kimberley Process, la Publish What You Pay Coalition et l'Extractive Industries Transparency Initiative : leur objectif commun est de promouvoir la transparence, la pratique honnête du commerce et la bonne gouvernance. Quant à la communauté internationale dans son ensemble, la coordination des efforts pour affronter la question du changement climatique est d'une urgence décisive, tout comme l'entière et juste réalisation des engagements pour le développement indiqués par le Doha round, ainsi que **la concrétisation de la promesse des Pays développés, faite à plusieurs reprises, de consacrer 0,7% de leur PIB (Produit Intérieur Brut) à l'aide officielle au développement.** Cette assistance est encore plus nécessaire aujourd'hui avec la tempête financière mondiale qui sévit. Mon souhait est que cette assistance ne soit pas une autre de ses victimes.

Chers amis, je conclus ma réflexion en vous confiant que ma visite au Cameroun et en Angola suscite en moi cette joie humaine profonde qu'on éprouve lorsqu'on se retrouve en famille. Je crois qu'une telle expérience est le don commun que l'Afrique peut offrir à tous ceux qui sont originaires d'autres continents et qui arrivent ici, où « la famille est le fondement sur lequel l'édifice social est construit » ([Ecclesia in Africa](#), n. 80). Cependant, comme nous le savons tous, ici aussi les familles subissent de nombreuses pressions : angoisse et humiliation causées par la pauvreté, le chômage, la maladie, l'exil pour n'en citer que quelques-unes.

Est particulièrement bouleversant le joug opprimant des discriminations qui pèsent sur les femmes et sur les jeunes filles, sans parler de l'innommable pratique de la violence et de l'exploitation sexuelle qui leur cause tant d'humiliations et de traumatismes. Je dois également mentionner un autre grave sujet de préoccupation : les politiques de ceux qui, dans l'illusion de faire progresser l'« édifice social », en menacent les fondements mêmes. Combien est amère l'ironie de ceux qui promeuvent l'avortement au rang des soins de la santé des « mamans » ! Combien est déconcertante la thèse de ceux qui prétendent que la suppression de la vie serait une question de santé reproductive ! (cf. Protocole de Maputo, art. 14)

*Mesdames et Messieurs, vous trouverez toujours l'Église – par la volonté de son divin Fondateur – aux côtés des plus pauvres de ce continent. Je peux vous assurer qu'à travers les activités diocésaines, les innombrables œuvres éducatives, sanitaires et sociales prises en charge par les différents Ordres religieux, les programmes de développement des Caritas et d'autres organisations, **elle continuera à faire tout ce qui est en son pouvoir pour soutenir les familles – y compris celles qui sont frappées par les effets tragiques du Sida – et pour promouvoir l'égalité de dignité des hommes et des femmes sur la base d'une harmonieuse complémentarité.** Le chemin spirituel du chrétien est celui de la conversion quotidienne. L'Église invite tous les responsables de l'humanité à l'emprunter, afin que cette dernière puisse suivre les chemins de la vérité, de l'intégrité, du respect et de la solidarité. » ([source : VIS](#))*

● **L'Église face au VIH-Sida**

Il faut bien en terminant, revenir à ce que le Cardinal André Vingt-Trois a appelé *un ouragan médiatique*. Nous avons, certes, présenté un dossier aussi complet que possible dans nos *Informations rapides* (n° 07-09 du 30 avril 2009), mais il nous semble utile d'y revenir en présentant de nouveaux éléments, à partir, entre autres, d'un travail présenté par le site de la Conférence épiscopale de France (www.cef.fr). Commençons par la réponse exacte que Benoît XVI a faite à une

question du représentant de la chaîne de télévision française France 2, Philippe Visseyrias :

Saint-Père, parmi les multiples maux dont souffre l'Afrique, il y a aussi en particulier celui de l'épidémie du sida. La position de l'Église catholique quant aux moyens de lutter contre ce fléau est souvent considérée comme irréaliste et inefficace. Aborderez-vous ce thème durant le voyage ?

Voici la réponse, traduite de l'italien par l'agence i-media :

« Je dirais le contraire. Il me semble que l'entité la plus efficace, la plus présente sur le front de la lutte contre le Sida est vraiment l'Église catholique, avec ses mouvements et ses diverses structures. Je pense à la Communauté Saint Egidio qui fait tant, de manière visible et aussi de manière invisible pour lutter contre le Sida, aux religieux Camilliens, à toutes les religieuses qui sont au service des malades.

Je dirais que l'on ne peut pas dépasser ce problème du Sida avec seulement de l'argent, qui est nécessaire, mais s'il n'y a pas l'âme, si les Africains ne s'aident pas, on ne peut pas dépasser le fléau avec la distribution de préservatifs. Au contraire, ils augmentent le problème.

La solution ne peut venir que d'un double engagement : en premier, une humanisation de la sexualité, c'est-à-dire un renouveau spirituel et humain qui permette une nouvelle manière de se comporter les uns avec les autres, et deuxièmement une vraie attention particulièrement à l'égard des personnes qui souffrent, la disponibilité, les sacrifices aussi, les renoncements personnels pour être avec les personnes souffrantes. Ce sont les moyens qui aident et permettent des progrès visibles.

C'est pourquoi, je dirais que c'est là notre double force : renouveler l'homme intérieur, donner une force spirituelle et morale pour un comportement juste dans la manière de considérer son propre corps et celui d'autrui, et d'autre part cette capacité à souffrir avec ceux qui souffrent, d'être présents aux côtés de ceux qui traversent des épreuves. Je crois que c'est là la juste réponse, que l'Église la met en œuvre et offre ainsi une aide très grande et importante. Nous remercions tous ceux qui y participent ».

Un mois après le déchainement de cette campagne médiatique, la Secrétairerie d'Etat réagissait ouvertement au vote de la Chambre des Représentants de Belgique, condamnant ces propos attribués à Benoît XVI dans une déclaration tout à fait isolée :

L'Ambassadeur du Royaume de Belgique, sur instructions du Ministre des Affaires Etrangères, a fait part au Secrétaire pour les Relations du Saint-Siège avec les Etats de la Résolution par laquelle la Chambre des Représentants de son pays a demandé au gouvernement belge de "condamner les propos inacceptables du pape lors de son voyage en Afrique et de protester officiellement auprès du Saint-Siège".

Voici le texte officiel de la réaction de la Secrétairerie d'Etat. Au-delà de l'étonnement causé par la démarche belge, ce texte revient sur la polémique engendrée par ce propos et sur certaines réactions épiscopales africaines :

«La Secrétairerie d'Etat prend acte avec regret de cette démarche, inhabituelle dans les relations diplomatiques entre le Saint-Siège et la Belgique. Elle déplore qu'une Assemblée parlementaire ait cru bon de critiquer le Saint-Père sur la base d'un extrait d'interview tronqué et isolé de son contexte, qui a été utilisé par certains groupes avec une claire intention intimidatrice, comme pour dissuader le Pape de s'exprimer sur certains thèmes, dont les implications morales sont pourtant évidentes, et d'enseigner la doctrine de l'Eglise.

Comme on sait, le Saint-Père, répondant à une question sur l'efficacité et le caractère réaliste des positions de l'Eglise en matière de lutte contre le sida, a déclaré que la solution est à rechercher dans deux directions : d'un côté une humanisation de la sexualité, et, de l'autre, une authentique amitié et disponibilité envers ceux qui souffrent, soulignant l'engagement de l'Eglise dans l'un et l'autre domaine. Sans cette dimension morale et éducative, la bataille contre l'épidémie ne sera pas gagnée.

Alors que, dans certains pays d'Europe, se déchainait une campagne médiatique sans précédent sur la valeur prépondérante, pour ne pas dire exclusive, d'un certain moyen prophylactique

dans la lutte contre le Sida, il est réconfortant de constater que les considérations d'ordre moral développées par le Saint-Père ont été comprises et appréciées, en particulier par les Africains, par les vrais amis de l'Afrique et par certains membres de la communauté scientifique. Comme on peut lire dans une récente déclaration des Evêques de la Conférence Episcopale Régionale de l'Ouest de l'Afrique (CERAO) : Nous savons gré [au Saint-Père] pour le message d'espérance qu'il est venu nous livrer au Cameroun et en Angola. Il est venu pour nous encourager à vivre unis, réconciliés dans la justice et la paix, pour que l'Eglise d'Afrique soit elle-même une flamme ardente d'espérance pour la vie de tout le continent. Et nous le remercions pour avoir reproposé à tous, avec nuance, clarté et pénétration, l'enseignement commun de l'Eglise en matière de pastorale des malades du sida. »

(source : VIS)

Sur ce même thème et en plus des déclarations et réactions déjà présentées dans nos *Informations rapides*, voici quelques éléments de compréhension, en 4 questions, publiés par www.cef.fr :

1.- Comment l'Eglise s'implique-t-elle concrètement dans la prévention et le soin du sida ?

Dans ses réflexions sur la prévention contre le Sida, Benoît XVI a d'abord voulu souligner l'engagement de l'Eglise - qui reste largement méconnu - dans l'accueil, les soins médicaux et l'accompagnement social et spirituel des personnes touchées par le Sida. Parmi les institutions dans le monde qui s'occupent des personnes ainsi atteintes, l'Eglise est le plus important prestataire privé de soins aux malades du Sida (44% sont des institutions d'Etat, 26,70% sont des institutions catholiques, 18,30% sont des ONG et 11% d'autres religions).

L'Eglise est également engagée dans la prévention contre la transmission du virus HIV par l'intermédiaire de ses réseaux d'écoles, de mouvements de jeunesse et d'associations familiales. Le Saint-Siège a créé en 2004, sous l'impulsion du Pape Jean-Paul II, la Fondation du Bon Samaritain afin de financer tant de la prévention, que des projets de soins et d'éducation

en direction des personnes concernées. C'est dire combien l'Église est active dans ces domaines.

2.- Qu'a voulu dire le Pape au sujet du préservatif ?

Il considère que le préservatif ne peut être LA solution au problème du sida. On voit bien d'ailleurs, depuis des dizaines d'années, que la pandémie est loin d'être enrayée.

Mercredi 18 mars, lors d'un point presse à Yaoundé, le Père Federico Lombardi, Porte-parole du Pape, est revenu sur ce sujet : **il a expliqué que, pour l'Église, «développer une idéologie de confiance dans le préservatif n'est pas une position correcte car elle ne met pas l'accent sur le sens des responsabilités.** Il a également indiqué *qu'il ne faut pas attendre de ce voyage un changement de position de l'Église catholique envers le problème du sida ».*

Le Père Lombardi a aussi rappelé *«les lignes essentielles de l'engagement de l'Église catholique dans le combat contre ce terrible fléau qu'est le sida : en premier, par l'éducation à la responsabilité des personnes dans la pratique de la sexualité et en réaffirmant le rôle essentiel du mariage et de la famille. Deuxièmement : par la recherche et l'utilisation des thérapies efficaces contre le sida et dans leur mise à disposition au plus grand nombre possible de malades grâce à de nombreuses initiatives et instances sanitaires. Troisièmement, par l'assistance humaine et spirituelle des malades du sida comme de tous ceux qui souffrent et qui demeurent au cœur de l'Église ».*

Dans sa réflexion sur la question que pose l'épidémie du Sida, le Pape s'appuie sur la manière dont l'Église envisage l'amour et la sexualité. C'est pourquoi il considère que la sexualité humaine ne peut pas s'élaborer psychologiquement et se signifier moralement en fonction d'une maladie. Ce n'est pas à partir du Sida qu'on définit la sexualité humaine, mais à partir du sens de l'amour, de l'amour qui est un engagement entre un homme et une femme dans une relation et dans la responsabilité. L'Église témoigne d'un amour de vie.

3.- Réaction des évêques africains

D'après l'agence de presse I-Média, plusieurs haut prélatés africains ont salué les propos tenus par

Benoît XVI dans l'avion qui le menait à Yaoundé (Cameroun), le 17 mars 2009, au sujet de la distribution de préservatifs dans le cadre du sida. Interrogés par la chaîne catholique française KTO et par I.MEDIA le 18 mars dans la capitale camerounaise, ils ont aussi invité les Occidentaux à ne pas imposer leur façon de voir les choses en la matière. *"Je demande aux Occidentaux de ne pas nous imposer leur unique et seule façon de voir, a ainsi martelé le cardinal sénégalais Théodore-Adrien Sarr. Dans des pays comme les nôtres, a alors expliqué l'archevêque de Dakar, l'abstinence et la fidélité sont des valeurs qui sont encore vécues et, avec leur promotion, nous contribuons à la prévention contre le sida".*

"Nous ne pouvons pas promouvoir l'utilisation du préservatif, a encore souligné le cardinal sénégalais, mais prêcher les valeurs morales qui, pour nous, demeurent valables, afin d'aider nos populations à se prémunir du sida : l'abstinence et la fidélité. Ces valeurs, a enfin expliqué le cardinal Sarr, sont des réalités pour les Africains et il ne faut vraiment pas nous dire que nous n'avons pas à prêcher ces valeurs".

Dans le même sens, Mgr Simon Ntamwana, archevêque de Gitega au Burundi, a dénoncé *"le glissement de pensée de l'Occident, et son hédonisme sexuel devenu comme un chemin incontournable. Ce n'est pas le préservatif, a-t-il soutenu, qui va diminuer le nombre d'infections du Sida, mais certainement une discipline que chacun doit s'imposer pour pouvoir changer d'attitude, une attitude qui va l'aider à échapper à un hédonisme qu'il ne peut plus contrôler".*

"Pour moi, la façon la plus sûre (de lutter contre le sida, ndlr), c'est ma volonté, a encore expliqué Mgr Simon Ntamwana. Vous démissionnez de votre volonté, de l'engagement de l'effort, et je ne sais pas vers où vous allez", a enfin prévenu l'évêque burundais à l'intention des Occidentaux.

Le préservatif *"aggrave le problème car il donne une fausse sécurité, une sécurité qui n'en est pas toujours une, a expliqué pour sa part Mgr Laurent Monsengwo Pasinya en reprenant les propos de Benoît XVI dans l'avion qui le menait au Cameroun. Ainsi, pour l'archevêque de Kinshasa*

(République démocratique du Congo), *le préservatif n'est pas le moyen le plus sûr car il peut être de mauvaise qualité*".

4.- Que propose l'Eglise aux hommes d'aujourd'hui ?

L'Eglise ne cesse de rappeler la dignité de la personne humaine et la signification de l'amour. Elle affirme qu'il n'y a de remède ultime au Sida que grâce à un comportement digne de l'homme, c'est-à-dire capable de respect, de fidélité et de maîtrise de soi qui sont les conditions même de l'amour.

Interrogé sur les propos du Pape, Mgr di Falco, évêque de Gap, a répondu sur RTL, mercredi 18 mars, que d'après lui, le Pape a voulu dire que le préservatif *«n'était pas suffisant mais qu'il devait y avoir derrière de l'éducation, de la responsabilisation (...) Ce qu'a dit le pape, c'est l'idéal de la fidélité proposé aux chrétiens (...) Le plus haut responsable exprime l'idéal. Il n'entre pas dans les situations concrètes»*. **Mgr di Falco a également estimé que «si on n'arrive pas à vivre la situation telle qu'il la propose on ne doit être ni criminel, ni suicidaire et on doit utiliser le préservatif. Il a précisé que, sur le terrain, les religieux incitent, si nécessaire, à utiliser le préservatif pour ne pas se mettre en danger ou mettre en danger des partenaires. On n'a jamais dit autre chose depuis dix ans » a-t-il ajouté.**

Dans une interview parue dans *Le Parisien-Aujourd'hui en France* le 19 mars, Mgr Michel Dubost, évêque d'Evry-Corbeil-Essonnes, a

commenté : *"Vouloir lutter contre le Sida avec le seul préservatif, c'est aussi intelligent que penser éradiquer les accidents de moto en faisant campagne pour le port du casque"*.

En décembre 1988, déjà, le cardinal Lustiger avait répondu sur ce sujet à l'Express : *«Il faut aider la nouvelle génération : elle désire découvrir la dignité de l'amour. La fidélité est possible. Tout véritable amour doit apprendre la chasteté. Des malades du Sida sont appelés, comme chacun de nous, à vivre la chasteté non dans la frustration, mais dans la liberté. Ceux qui n'y parviennent pas doivent, en utilisant d'autres moyens, éviter le pire : ne donnez pas la mort. A la remarque du journaliste : Un pis-aller, le préservatif ? il avait répondu : Un moyen de ne pas ajouter au mal un autre mal...»*

Autrement dit, il ne s'agit pas d'exclure le recours au préservatif dans certaines situations. Le discours sanitaire peut être nécessaire mais reste largement insuffisant quand il s'arrête à des mesures purement techniques.

Il a semblé aux responsables du CCIC qu'il était du devoir du Centre de rassembler en un dossier les moments importants de ce voyage – le premier de Benoît XVI en tant que Pape – un dossier qui puisse donner à tous les moyens de connaître l'enjeu de ce déplacement, un enjeu bien plus large et important que la polémique qui l'a occulté (voir aussi notre nouvelle catho «Il faut respecter la liberté humaine et religieuse» p. 26).◆

Le BICE fête les 20 ans de la Convention sur les droits de l'enfant

Le BICE (Bureau international catholique de l'enfance) qui a été fondé en 1948 par Mgr Roncalli, le futur Pape Jean XXIII, alors Nonce à Paris, va fêter le 20^{ème} anniversaire de l'adoption de la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant, à l'élaboration de laquelle il avait pris en 1989 une grande part. À ce titre, le BICE suit de près l'évolution de la situation de l'enfant dans les pays du monde.

En préparation de cet anniversaire, le BICE avait lancé, il y a deux ans, une large consultation sur la situation de l'enfance dans le monde en réunissant des groupes d'experts en Afrique, en Amérique Latine, en Asie et en Europe. Cette consultation a été présentée lors du 60^{ème} anniversaire du Bureau (2008) et a servi de base au travail entrepris, à Bruxelles, par un Comité international pour mettre au point un document de référence nommé **Appel mondial à une nouvelle mobilisation pour l'enfance** du 4 juin 2009 à Genève. Avant même cette date, l'appel a récolté plus de mille signatures.

Tous les documents concernant cet événement (textes et appel soumis à signature) peuvent être consultés et téléchargés sur le site du BICE : www.bice.org ou www.biceinternational.org

Pierre Kemner

L'UNESCO, la culture et l'Internet

Le 21 avril 2009 pourra probablement être considéré comme un jour à marquer d'une pierre blanche dans la contribution pour un accès universel au savoir. C'est ce jour qu'a été lancée au siège de l'UNESCO à Paris la **Bibliothèque numérique mondiale**.

Il s'agissait de la concrétisation d'un projet lancé quatre ans auparavant par le Directeur de la Bibliothèque du Congrès (Etats-Unis), James H. Billing qui estimait que la création d'une Bibliothèque numérique mondiale aurait *«un effet salutaire en réunissant des gens et en célébrant le caractère unique des différentes cultures à travers un projet unique»*. Saluée à l'époque par le Directeur général de l'UNESCO comme une initiative qui permettra de réduire la fracture numérique, cette proposition a vu le jour grâce d'une part, au travail d'une équipe de cette importante institution qu'est la Bibliothèque du Congrès aidée techniquement par la Bibliotheca Alexandrina d'Egypte, et de l'autre au concours de 32 institutions réparties sur les cinq continents.

Comme l'ont souligné la plupart des intervenants lors de la cérémonie, il s'agit là d'un des outils les plus importants pour promouvoir, comme le stipule un des mandats essentiels de l'UNESCO, la libre circulation de toutes les formes de savoir, qu'il s'agisse de l'éducation, de la culture ou de la communication.

Tout ce qui figure aujourd'hui dans cette Bibliothèque numérique sera accessible librement et gratuitement. C'est ainsi qu'on pourra consulter des manuscrits parmi les plus rares, comme la fameuse «Bibliothèque du Diable» du XIII^{ème} siècle conservée à Stockholm ou le «Hyakumanto darani» un parchemin de l'an 764 que détient la Bibliothèque du Parlement japonais.

Mais – et c'est là l'appel de Koichiro Matsuura, le Directeur général de l'Organisation – il faut bien plus que 32 institutions pour que cette Bibliothèque numérique soit vraiment universelle et devienne la vitrine du patrimoine culturel et des réalisations de tous les pays.

Néanmoins, une telle initiative qui a pris corps en dehors des canaux publicitaires de notre univers surmédiatisé peut doré et déjà montrer que de grands pas vers l'universalité des sources de la connaissance se font hors de ces circuits et qu'ils peuvent aboutir à des réalisations qui permettent de se connaître mieux, donc de s'apprécier et finalement de promouvoir ce à quoi nous aspirons tous : la paix basée sur la reconnaissance des uns par les autres. Mais qui dit reconnaissance de l'autre, comprend qu'il faut d'abord passer par la connaissance de toutes les facettes qui forment sa personnalité. La culture en est une composante essentielle !

Pierre Kemner

CONSEIL EXECUTIF

◆ **Nouvelle stratégie à l'UNESCO.** Au cours de sa 181^{ème} session, le Conseil Exécutif de l'UNESCO a recommandé des innovations afin de rendre plus visible le travail accompli par l'Organisation mondiale, notamment au cours de sa **Conférence générale** qui se tient tous les deux ans et dont la prochaine session est fixée du **6 au 23 octobre prochain.**

Le Président de la Conférence générale, George Anastassopoulos (Grèce) a notamment déclaré qu'elle « réunit plus de 200 ministres, dont plusieurs leaders gouvernementaux, et près de 400 délégués, observateurs et journalistes. Elle constitue donc **un véritable sommet mondial qui est sous-utilisé et ne reçoit pas la publicité qu'il mérite.** Or, a-t-il ajouté, elle est un grand forum pour la gouvernance mondiale de questions fondamentales, comme l'impact de la crise financière sur l'éducation, le rôle des sciences dans le développement, la diversité culturelle, la coopération intellectuelle et la bioéthique ».

Il a, en particulier, stigmatisé la façon routinière dont sont menés les travaux de la Conférence. Il a appelé à plus de logique et de cohérence dans les réformes de l'Organisation qui doivent mener à un dialogue constructif sur les futures politiques de l'UNESCO et cela avec toutes les nations. Rappelant son ancien métier de journaliste, George Anastassopoulos a souligné «le fort potentiel médiatique inexploité jusqu'à présent que représente la réunion à Paris d'un si grand nombre de ministres, ajoutant : Il est temps que le public en sache davantage sur ce que l'UNESCO apporte au monde ».

Parmi les innovations dorées et déjà décidées pour la prochaine session de la Conférence générale, un **Forum ministériel d'une journée et demie consacré aux grandes questions telles que les stratégies alternatives pour sortir de la crise** et accélérer la réalisation des objectifs du développement acceptés par tous et tout particulièrement l'Éducation pour tous pour 2015. La Conférence aura aussi pour but de discuter de l'avenir de l'UNESCO en tenant compte des priorités actuelles. Enfin, les partenaires de

l'Organisation auront un espace particulier dans une zone proche des locaux de la Conférence.

◆ **Préoccupations pour l'Afghanistan.** Le Directeur général de l'UNESCO, Koïchiro Matsuura a adressé une lettre au Président Karzaï d'Afghanistan, lui exprimant sa grave préoccupation devant la possible entrée en vigueur de la loi sur le statut personnel chiite dont le projet a été adopté par le parlement afghan. En effet, certaines de ses dispositions vont à l'encontre du droit à l'éducation, du principe d'égalité entre les hommes et les femmes et des droits des enfants adoptés et prônés par l'UNESCO.

Même si le Directeur général reconnaît les progrès considérables accomplis par le gouvernement afghan dans de nombreux domaines y compris l'éducation et leur rend hommage, il se déclare particulièrement préoccupé par ce projet de loi qui, selon lui, comporte des dispositions contredisant plusieurs principes reconnus par les Nations Unies et l'UNESCO, alors que celle-ci a mis en place une coopération avec l'Afghanistan pour faire de l'application du droit à l'éducation une réalité sur le terrain.

EDUCATION

◆ **Aide à l'éducation de base : les objectifs 2000 de Dakar ne seront pas atteints.** C'est l'équipe du Rapport mondial de suivi sur l'Éducation Pour Tous qui fait ce constat. Dès 2007, selon les chiffres communiqués par le Comité d'aide au développement de l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques), le total des promesses d'aide à l'éducation de base avait chuté de près de 22 %, passant de 5,5 milliards de dollars en 2006 à 4,3 milliards de dollars.

75 millions d'enfants restent actuellement exclus du système scolaire, sans compter tous ceux qui quittent l'école avant d'avoir terminé le cycle primaire. Selon les projections faites par les experts, 30 millions d'enfants au moins ne seront pas scolarisés en 2015, ce qui fait que l'objectif d'enseignement primaire universel ne sera pas atteint à cette date.

Ce recul est dû à l'effondrement des promesses d'aide bilatérale à l'éducation de base, représentant une chute de 31 % en termes réels. Cela a été le cas, notamment, de la Grande Bretagne et des Pays-Bas qui avaient considérablement augmenté leur aide à l'éducation de base en 2006 et ont diminué leurs promesses pour 2007. Les USA sont le seul pays qui a tiré son épingle du jeu en augmentant considérablement son aide. Même si les organismes multilatéraux ont augmenté leur aide, cela n'a pas permis de combler le déficit de financement.

◆ **«L'Afrique qui bouge, l'Afrique qui rêve, l'Afrique qui espère, l'Afrique qui change, l'Afrique qui gagne».** Thomas Boni Yayi, le Président de la République du Bénin, s'est adressé aux membres du Conseil Exécutif de l'UNESCO (que le Béninois Olabiyi Babalola Joseph Yai, Président de ce CE, avait qualifié d'homme personnifiant « *l'Afrique qui bouge, l'Afrique qui rêve, l'Afrique qui espère, l'Afrique qui change, l'Afrique qui gagne* ») pour appeler la communauté internationale à « *ne pas prendre le risque d'hypothéquer l'avenir de l'éducation dans les nations moins nanties du fait de la crise* ». En réponse, le Directeur général de l'UNESCO, Koishiro Matsuura a déclaré que « *ce vibrant plaidoyer en faveur de l'éducation, de la santé et de la lutte contre la pauvreté en Afrique, c'est un engagement qui reste le nôtre* ».

T. Boni Yayi a poursuivi en analysant les effets de la crise sur un continent qui a certes protégé « *par une réglementation prudente et vertueuse, son système bancaire et financier, mais qui est déjà une des grandes victimes sur le plan économique et financier* », à commencer par la chute des cours des matières premières. Puis viennent les menaces sur l'importante diaspora africaine dans les pays industrialisés qui risque bien d'être parmi les premières victimes des licenciements qu'entraîne le fléchissement de l'économie mondiale.

Face à cette situation, le Président du Bénin en appelle à la communauté africaine tout d'abord qui doit, selon lui, « *approfondir les réformes économiques afin de bâtir dans une franche solidarité les fondements d'une économie continentale plus forte et plus diversifiée, moins*

vulnérable aux chocs extérieurs. Cette réforme économique du continent doit en premier lieu relever les défis majeurs de l'éducation et de la formation, de l'appropriation de la science et de l'innovation technologique, citant au passage ce que son pays a déjà entrepris, notamment la gratuité de l'accès à l'école primaire, dont l'instauration date de 2006-2007, et en appelant la communauté internationale à soutenir, malgré la crise *les efforts d'investissement des gouvernements d'Afrique ou d'ailleurs, dans la mise en place de politiques éducatives de qualité et pour la gratuité de l'accès à l'éducation des filles et des garçons* ».

DROITS DE L'HOMME

◆ **Stéphane Hessel, lauréat du Prix UNESCO/Bilbao pour la promotion d'une culture des droits de l'homme.** À l'occasion du 60^{ème} anniversaire de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, le jury de ce prix a voulu honorer l'un des artisans de ce document, mais aussi « *l'engagement de Stéphane Hessel tout au long de sa vie et sa contribution exceptionnelle à la promotion d'une culture des droits de l'homme, de justice et de dignité* ».

Né en 1917 en Allemagne, Stéphane Hessel a rejoint la France avec sa mère en 1925. Résistant lors de la Seconde Guerre mondiale, il est arrêté et envoyé en camp de concentration, mais s'évade lors d'un transfert. Il participe en 1948 à la rédaction de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Ambassadeur de France, il a occupé de nombreux postes, notamment auprès des Nations Unies à New York et à Genève. Défenseur infatigable des droits de l'homme, il a fondé des Associations, a été membre du Haut Conseil français pour l'intégration.

◆ **Publication de la première étude sur l'esclavage historique et contemporain.** Bien qu'officiellement aboli partout dans le monde, l'esclavage reste « *une composante largement répandue et profondément enracinée dans la vie contemporaine* », selon la conclusion de la première analyse comparative réalisée sur les systèmes d'esclavage historique et les formes modernes de servitude humaine qui a été publiée en ligne par l'UNESCO. Celle-ci a confié son projet « *la route de*

l'esclavage» à Joël Quirk de Grande Bretagne, en vue de fournir les bases d'un dialogue sur les différentes manières de traiter l'esclavage moderne, qu'il s'agisse du trafic humain, de la servitude sexuelle, du travail des enfants ou de la perpétuation des systèmes historiques d'esclavage.

La conclusion de l'ouvrage définit toute une série de stratégies générales et de recommandations destinées à répondre aux problèmes contemporains de l'esclavage articulées autour de l'éducation, l'information, la prise de conscience, la nécessité de poursuivre la réforme légale et de l'appliquer efficacement, **la libération, la réhabilitation et la restitution.**

COMMUNICATION

◆ **Lasantha Wickrematunge, Lauréat du Prix mondial de la liberté de la presse à titre posthume.** Le journaliste sri-lankais, rédacteur en chef du *Sunday Leader*, avait été assassiné le 8 janvier dernier. En lui attribuant à titre posthume ce Prix UNESCO de la Liberté de la presse, le jury a fait le choix, selon Joe Thloloe, médiateur au *Press Council* d'Afrique du Sud qui présidait les débats, « *d'un homme qui était tout à fait conscient des dangers auxquels il s'exposait, mais qui avait choisi de parler franchement, y compris depuis sa tombe* ». Son journal avait en effet publié un éditorial posthume de lui dans lequel il réaffirmait son engagement au service de la liberté de la presse, y compris au péril de sa vie.

Pour Koishiro Matsuura, le Directeur général de l'UNESCO, ce choix reflète la reconnaissance de l'Organisation, comme des professionnels des médias du monde « *du rôle important que la liberté d'expression peut jouer en faveur de la compréhension et de la **réconciliation**, qui sont cette année au cœur des célébrations de la Journée mondiale de la Liberté de la presse* ».

Né en 1958, Lasantha Wickrematunge était d'abord avocat avant de se lancer dans le journalisme d'investigation. En fondant, avec son frère, en 1994 le *Sunday Leader*, il a mené une campagne contre la guerre opposant l'armée sri-lankaise aux rebelles tamouls. En 2000, il obtient un jugement qui bat en brèche la loi qui permettait

au gouvernement de sévir contre les médias. En 2007, il dénonce une « opération commando » qui a pour résultat un incendie de son journal. S'attendant à être assassiné, il avait préparé un éditorial posthume qui fut publié trois jours après sa mort.

◆ **Le potentiel des médias : dialogue, compréhension mutuelle et réconciliation.** C'est sur ce thème qu'environ 250 professionnels des médias du monde entier se sont retrouvés deux jours durant à Doha (Qatar) pour une conférence internationale organisée par l'UNESCO et le Centre de Doha pour la liberté d'information, à l'occasion de la Journée mondiale de la liberté de la presse.

Les participants ont adopté une Déclaration qui insiste sur le fait que l'indépendance et le pluralisme des médias sont essentiels pour garantir la transparence, la responsabilité et la participation qui sont des éléments fondamentaux d'une bonne gouvernance et d'un développement fondé sur les droits de l'homme. Cette Déclaration de Doha exhorte les médias et les associations de professionnels à s'engager pour améliorer la qualification professionnelle des journalistes et à respecter les normes éthiques et professionnelles les plus élevées dans l'exercice de leur fonction.

Les Etats ne sont pas en reste dans cette Déclaration : ils doivent créer les conditions permettant aux journalistes et aux autres professionnels des médias de travailler librement et en toute sécurité, sans faire l'objet de tentatives d'intimidation. Les Etats doivent aussi, demande la Déclaration, garantir que des enquêtes rigoureuses et indépendantes sont menées et que des poursuites sont engagées en cas de harcèlement et de violence perpétrés contre les journalistes et les blogueurs, et de mettre fin à l'impunité.

SCIENCES NATURELLES

◆ **3^{ème} rapport mondial sur l'évaluation des ressources en eau.** Le 5^{ème} Forum mondial de l'eau qui s'est tenu à Istanbul au mois de mars a été l'occasion pour l'UNESCO de présenter son 3^{ème} Rapport mondial des Nations Unies sur l'évaluation des ressources en eau.

Le Directeur général de l'UNESCO, Koichiro Matsuura a rappelé que c'est principalement « *le manque d'investissements et de gouvernance qui prive dans de nombreux pays des millions d'êtres humains du droit à l'eau potable et à des équipements de base en matière d'assainissement, les exposant ainsi aux maladies, à la famine, à des catastrophes liées à l'eau, à la dégradation de l'environnement et aux conflits* ».

C'est la raison pour laquelle les Nations Unies, dans ce Rapport auquel 26 organismes ont participé, mettent l'accent sur l'augmentation indispensable des investissements des pays en développement et de l'aide que la communauté internationale doit leur apporter « *de façon substantielle* » a précisé le Directeur général, car *après des décades d'inaction, les problèmes que nous affrontons sont énormes. Si nous ne réagissons pas, ils risquent de devenir insurmontables* ».

◆ **Appel à l'arrêt immédiat de l'acidification des océans.** C'est un véritable cri d'alarme qu'ont lancé à l'adresse des décideurs les quelques 150 grands noms des sciences de la mer réunis par le Prince Albert II de Monaco dans un document intitulé *Déclaration de Monaco* : il faut sans plus attendre réduire de manière décisive les émissions de CO₂ afin d'éviter que l'acidification des océans ne cause des dommages graves et étendus aux écosystèmes marins.

Cet avertissement a été lancé avec en ligne de mire les négociations sur le climat qui auront lieu au cours d'une Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques à Copenhague.

Pour le président de la réunion, James Orr du Laboratoire de l'environnement marin de l'AIEA, « *la chimie des océans joue un rôle si essentiel et les changements qui l'affectent sont si rapides et si graves que leurs effets sur les organismes semblent désormais inévitables. La question maintenant est de savoir quelle sera l'ampleur des dégâts et à quelle vitesse ils se produiront* ».

Quant au Secrétaire exécutif de la Commission océanographique intergouvernementale de l'UNESCO, Patricio Bernal, il voit dans la série des symposiums comme celui de Monaco, la possibilité d'établir « *des priorités de recherche afin de mieux connaître les processus d'acidification et leurs effets sur les écosystèmes marins* ».

SCIENCES SOCIALES ET HUMAINES

◆ **Centième ratification de la Convention internationale contre le dopage.** À l'occasion de cette ratification par le Paraguay, le Directeur général de l'UNESCO, Koichiro Matsuura, ainsi que le Directeur général de l'Agence mondiale antidopage (AMA), David Howman et le Secrétaire d'Etat espagnol au Sport, Jaime Lissavetzky avaient réuni les Ambassadeurs de ces 100 pays pour fêter cet événement unique dans l'histoire de l'UNESCO : jamais une convention n'avait été signée dans un délai aussi court : adoptée le 19 octobre 2005, elle est entrée en vigueur le 1^{er} février 2007 !

Conçue pour garantir une approche cohérente de la lutte antidopage, la Convention oblige les gouvernements à agir, notamment en restreignant l'accès aux substances et méthodes améliorant les performances, en réduisant leur trafic et en régulant les comportements alimentaires.

Elle a été pratiquement inaugurée avec les Jeux Olympiques de Pékin et a permis la mise en place du plus vaste programme de tests de tous les temps avec 4 770 contrôles. ◆

Le Saint-Siège et la crise

L'Eglise catholique qui a toujours prôné la priorité à donner aux pauvres, n'a pas attendu les déclarations des leaders du monde pour se préoccuper de la crise économique. Au troisième trimestre de 2008, le Saint-Siège envoyait un message fort à la conférence de Doha (Qatar). Dans ce document émanant du Conseil Pontifical *Justice et Paix*, le Saint-Siège dénonçait les raisons fondamentales de la crise mondiale, notamment « *les fuites des capitaux dans des proportions gigantesques, les flux légaux motivés par des objectifs d'évasion fiscale et canalisés aussi par le moyen de la super/sous-facturation des flux commerciaux internationaux, le recyclage des revenus d'activités illégales* ». Cette évasion fiscale est calculée par le Conseil pontifical comme dépassant plus de trois fois le montant total des aides publiques en faveur du développement de la part des pays de l'OSCE (cf. nos informations ci-dessous).

Dès ce moment, le message que l'Eglise a voulu et veut faire passer, c'est celui de l'unité pour surmonter cette crise ; unité des travailleurs, mais surtout unité des employeurs et des salariés : « *Pour surmonter la crise économique et sociale que nous vivons, il est nécessaire de dépasser les intérêts particularistes et de secteur, afin d'aborder, ensemble et unis, les difficultés qui investissent chaque domaine de la société, de manière spéciale le monde du travail* » déclarait Benoît XVI, le 31 janvier, en recevant les dirigeants de la Confédération Italienne des Syndicats des Travailleurs.

De façon plus abrupte, au cours d'un Congrès consacré par l'Université urbaine à la crise financière internationale, le professeur Lorenzo Caselli de l'Université de Gênes n'a pas hésité à déclarer : « ***nous devons décider s'il faut sauver les banques ou les pauvres*** » après avoir pointé du doigt la manière dont les pays riches négligent le sort de ces pauvres. Or les prévisions sont plus qu'alarmistes, puisqu'on estime qu'à la fin de cette année, il y aura 150 millions de pauvres en plus dans les pays qui sont déjà pauvres.

Au-delà des analyses, l'Eglise voit dans cette crise une opportunité : celle de changer de cap ! Dans son discours à la Confédération Italienne des Syndicats des Travailleurs, Benoît XVI l'a bien exprimé sous forme de vœu : « *Que de la crise mondiale actuelle, naisse la volonté commune de donner vie à une nouvelle culture de la solidarité et de la participation responsable, conditions indispensables pour construire ensemble l'avenir de notre planète* ».

Alors que le désarroi de ceux qui sont touchés de plein fouet par la diminution des sources de travail se traduit par une radicalisation de positions antagonistes qui débouchent sur la violence, il serait bon, au lieu de se focaliser sur des polémiques stériles, de faire en sorte que ces appels à la solidarité dépassent le vœu pieux !

Pierre Kemner

VATICAN

*** Pour faire face à la crise, il faut un nouveau pacte international.** Le Conseil Pontifical *Justice et Paix* a, dans une note rendue publique à la veille de la Conférence de Doha (Qatar), dévoilé la position du Saint-Siège concernant certains éléments de la crise financière mondiale. En particulier, il n'est plus temps de recourir à des recettes nationales. Il faut, pour intervenir contre la fuite des capitaux dans les centrales financières de délocalisation dans les paradis fiscaux, une alliance entre les états et les organismes internationaux. Cette alliance doit inclure les nations qui ont un besoin plus grand d'aide et surtout pas les marginaliser. Ceci équivaut à une inversion complète de tendance qui met en avant les principes de la coopération, de la solidarité, du bien commun, y compris dans les choix de la finance globale.

Ce texte qui a reçu l'approbation de la Secrétairerie d'Etat et reflète donc la position réelle du Saint-Siège, stigmatise le système économique mondial actuel fondé sur une méthode qui affecte les réalités les plus pauvres de la planète. Ce sont en fait « *les pays pauvres qui financent les pays riches, qui reçoivent des ressources provenant soit des fuites de capitaux privés, soit des décisions gouvernementales de stocker des réserves officielles sous forme d'activités financières sûres placés sur les marchés financièrement évolués, ou sur les marchés des paradis fiscaux.*

Pour le Saint-Siège il est impératif d'éviter que se déclenche la chaîne des protectionnismes réciproques : ***on doit plutôt renforcer les pratiques de coopération en matière de transparence et de vigilance sur le système financier.*** Il faut veiller également à ce que la nécessaire confrontation politique entre les états ne conduise à des solutions fondées sur des accords exclusifs, mais relance une coopération ouverte et inclusive.

La note met fortement l'accent sur ce que le Vatican considère comme les raisons fondamentales de la crise mondiale, notamment *les fuites des capitaux dans des proportions gigantesques, les flux légaux motivés par des objectifs d'évasion fiscale et*

canalisés aussi par le moyen de la super/sous-facturation des flux commerciaux internationaux, le recyclage des revenus d'activités illégales ». Cette évasion fiscale est calculée par le Conseil pontifical comme dépassant plus de trois fois le montant total des aides publiques en faveur du développement de la part des pays de l'OSCE (Organisation de Sécurité et de Coopération européenne).

Pour le Secrétaire du Conseil pontifical *Justice et Paix*, Mgr Giampaolo Crepaldi, qui est intervenu à plusieurs reprises sur les antennes de Radio Vatican, cette crise financière est avant tout une crise « morale », une crise « de confiance » : « *Quand un système economico-financier entre en crise, ce n'est jamais pour des motifs économiques ou financiers, mais parce qu'une faille s'est produite en amont dans le système moral global. Il s'agit à l'origine d'une crise de confiance. Or, la confiance n'est pas un élément économique et financier, mais une attitude éthique : Lorsque le marché pervertit cette attitude éthique, nous savons tous qu'il n'est plus en mesure à lui seul de la rétablir* ». C'est pourquoi il faut trouver un équilibre entre la dérégulation des marchés et la tentation de conférer un poids excessif à l'Etat, car il y a, selon lui, trois acteurs qui ont un rôle à jouer : le marché, l'Etat et la société civile : « *Là, précisément se trouve la réponse aux exigences et aux aspirations qui découlent du principe de subsidiarité. Et d'ajouter : nous n'en serions pas là, si nous avions traité le marché comme un moyen et non comme une fin !* »

Fides – Zenit

*** La personne humaine, centre du développement socio-économique.** Au cours de la conférence des Nations Unies sur le financement du développement qui s'est tenue début décembre à Doha (Qatar), l'Observateur permanent du Saint-Siège est intervenu pour rappeler que c'est « *la personne qui doit être au cœur de chaque décision relative au développement socio-économique et de son application.* Pour Mgr Celestino Migliore il ne faut pas se leurrer, malgré un accroissement des moyens, un grand nombre de problèmes subsistent et en premier lieu celui de tous ceux qui *n'ont pas accès aux aliments, se trouvent sans assistance médicale de base ou avec des salaires insuffisants pour faire vivre leurs familles.* »

Il ne s'agit pas de se cacher derrière la crise financière pour ne pas accepter le moyen d'accélérer le développement socio-économique, à savoir la « *coopération des gouvernements nationaux au sein de la communauté internationale.* Bien plus, c'est bien la crise financière qui a démontré que *lorsque la volonté politique répond aux besoins, il est possible de trouver en quelques mois des fonds substantiels en faveur du marché financier.* C'est bien pourquoi *il faut être plus attentif afin d'avoir un marché financier plus juste et équitable.* »

*** La pastorale dans le soin des enfants malades.** C'est sous ce thème que le Conseil Pontifical pour la Pastorale des services de la santé avait organisé son 23^{ème} congrès international au Vatican du 13 au 15 novembre 2008.

Avant même qu'elle se réunisse, son Président, le Cardinal Javier Lozano Barragan, avait rappelé qu'au cours de la dernière décennie 2 millions d'enfants avaient été tués lors de conflits armés, que 6 millions sont restés invalides dont des dizaines de milliers mutilés par les mines antipersonnel, que le recrutement récent d'enfants soldats portait leur nombre à 300 000. Sur le plan de la santé, les enfants paient un lourd tribut à la pandémie du sida : 4,3 millions en sont morts, 7 000 en sont frappés chaque jour, uniquement en Afrique, 14 millions sont orphelins à cause du virus. Et que dire des victimes de la pauvreté ? C'est la cause principale des maladies des enfants. Et elle n'affecte pas que les pays pauvres : un enfant sur dix vit en

dessous du seuil de pauvreté dans les pays les plus riches. 30% des enfants de moins de 5 ans souffrent de la faim, 50% de la population totale de l'Afrique sub-saharienne n'a pas accès à l'eau potable. Il y a aussi le travail des enfants : 250 millions ont moins de 15 ans, et 60 millions d'entre eux sont en danger.

En recevant les participants à ce 23^{ème} congrès, Benoît XVI a insisté sur la préoccupation majeure qui doit être celle des Agents Sanitaires face aux enfants : « *la recherche du vrai bien de l'enfant, considéré dans sa dignité de sujet humain avec ses pleins droits. Il faut donc s'occuper de lui avec amour, pour l'aider à affronter la souffrance et la maladie, parfois même avant la naissance, dans une mesure adaptée à sa situation.* » D'où l'importance de ne jamais séparer aspect sanitaire et aspect humain : il faut assurer à l'enfant malade la communication constante avec sa famille, et en tout premier lieu avec ses parents.

Fides

*** Les enfants sont prioritaires.** À l'occasion de la journée mondiale de lutte contre le sida, célébrée le 1^{er} décembre 2008, le Président de *Caritas Internationalis*, le Cardinal Oscar Andrés Rodriguez Maradiaga a, dans un message, souligné que pour l'Organisation caritative, « **Les enfants vont être une priorité de Caritas en 2009** ».

Revenant sur 20 ans d'efforts pour endiguer la pandémie – ce 1^{er} décembre marquait le 20^{ème} anniversaire – il a souligné les résultats positifs obtenus, mais a insisté sur le fait qu'elle n'est jugulée nulle part dans le monde. Cette maladie qui provoque des souffrances humaines incalculables, souligne le message, « *menace l'infrastructure sociale et économique de la famille humaine* ». D'où la nécessité d'un engagement plus important si on veut arriver à réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement.

Sur le plan de la santé, si un tiers des adultes a accès à des traitements antirétroviraux – ce qui est peu – seulement 15% des enfants y accèdent, ce qui fait que beaucoup meurent avant leur second anniversaire.

C'est la raison pour laquelle *Caritas Internationalis* s'implique dans ce combat en faveur

des enfants, **demandant entre autres, aux entreprises pharmaceutiques et aux gouvernements de développer des médicaments pour les enfants et d'améliorer les analyses.**

Zenit

*** Les Nations Unies et la culture de la paix.** Pour le Cardinal Jean-Louis Tauran, Président du Conseil pontifical pour le dialogue interreligieux, **l'Organisation des Nations Unies « de par sa nature et sa mission, devrait être une école de paix ».**

S'adressant aux participants de la 63^{ème} session de l'Assemblée Générale à New York, il a souligné que c'est dans cette enceinte qu'on devrait *« apprendre à toujours penser et agir en tenant compte des aspirations et des intérêts légitimes de tous, car c'est le rôle de l'Organisation internationale que d'aider les états membres à surmonter la simple logique des rapports de force pour laisser place à la force du droit et à la sagesse des peuples pour devenir des artisans de paix ».*

Dans cette tâche exigeante, les croyants et leurs communautés ont un rôle à tenir car, l'a rappelé le Cardinal, **« les religions, en dépit de leurs faiblesses et des contradictions de leurs adeptes, sont messagères de réconciliation et de paix.** Mais, pour pouvoir jouer ce rôle, il faut que les croyants soient cohérents et crédibles : *Ils ne peuvent utiliser la religion pour brimer la liberté de conscience, pour justifier la violence, pour répandre la haine et le fanatisme, ou pour saper l'autonomie du politique et du religieux.* Bien au contraire, puisqu'ils participent au dialogue public dans les sociétés dont ils sont membres, les croyants doivent dépasser la simple bonne volonté pour véritablement *coopérer à la promotion du bien commun, qui repose sur un socle de valeurs communes à tous, croyants ou non, la sacralité de la vie, la dignité de la personne, le respect de la liberté de conscience et de religion, l'attachement à la liberté responsable, l'accueil des opinions dans leur diversité, le juste usage de la raison, l'appréciation de la vie démocratique, ou l'attention aux ressources naturelles ».*

Ce plaidoyer du responsable du dialogue interreligieux, le Cardinal Tauran a voulu le terminer par un appel à dépasser la simple tolérance ou les compromis incertains : *« Faisons de la fraternité*

plus qu'un idéal, une réalité» a-t-il lancé aux délégués des états membres de l'ONU.

(Vatican Information Service)

*** Le Vatican et la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme.** Le Saint-Siège a tenu à marquer de façon toute particulière le 60^{ème} anniversaire de l'adoption par l'Assemblée générale des Nations Unies, le 10 décembre 1948 de la Déclaration universelle des Droits de l'Homme en organisant une cérémonie solennelle en deux temps commençant par une session consacrée à la réflexion sur la valeur et l'actualité de la Déclaration, marquée notamment par un discours du Secrétaire d'Etat et se terminant par un concert à la suite duquel le Pape a pris la parole.

Pourquoi une telle célébration ? Le Président du Conseil pontifical *Justice et Paix*, le Cardinal Renato Martino, y avait répondu par avance en soulignant qu'il s'agissait de souligner de ce texte *« le caractère pérenne, d'en rappeler la valeur éducative qui tend à la construction d'un monde plus juste et solidaire. L'Eglise, a-t-il souligné, ne se sent pas étrangère à un tel texte, bien au contraire car elle estime que les droits de l'homme expriment la dignité transcendante de toute personne, créature aimée de Dieu pour elle-même, comme finalité et non comme moyen. Elle estime aussi que cette Déclaration universelle de 1948 marque un point fondamental dans la perception par l'humanité d'une conscience morale en accord avec la dignité humaine ».*

*** Il faut respecter la liberté humaine et religieuse.** Le Secrétaire pour les relations avec les états, Mgr Dominique Mamberti est intervenu au cours du 16^{ème} Conseil ministériel de l'OSCE (Organisation de Sécurité et de Coopération européenne) qui se tenait début décembre à Helsinki (Finlande) pour traiter tout d'abord de la liberté religieuse. Il a rappelé que *« le Saint-Siège défend ce droit et entend qu'il soit universellement respecté, étant préoccupé par la multiplication des violences et des manifestations d'intolérance à l'encontre de chrétiens comme de fidèles d'autres religions ».*

Sur le problème du trafic d'êtres humains, il a relevé des facteurs économiques engendrés par le fossé entre bien-être et volonté désespérée de sortir de la misère, *« mais aussi des composantes*

juridiques et politiques, comme l'absence de législation ou l'ignorance de parents percevant leurs enfants comme simple marchandise, à vendre ou à fournir à qui veut en abuser. Mais pour Mgr Mamberti il y a un aspect qu'il faudrait aborder collectivement si on veut le combattre efficacement, c'est la banalisation de la sexualité dans les médias et le spectacle. Cette banalisation favorise le déclin de la morale et donc de la dégradation de l'homme, de la femme, et pire, de l'enfant jusqu'à l'abuser.

L'Eglise catholique, a dit le représentant du Saint-Siège, pour sa part, s'est engagée depuis longtemps à défendre la dignité de toute vie humaine, des plus vulnérables au premier chef ». L'OSCE aura son plein appui dans l'élimination du trafic d'êtres humains, de femmes, d'enfants en particulier, contre la prostitution et le travail forcé.

(Vatican Information Service)

*** L'œcuménisme invite à un échange fraternel.** Le Conseil pontifical pour l'unité des chrétiens tenait son Assemblée plénière début décembre pour faire le point du dialogue œcuménique. En recevant ses membres, Benoît XVI a insisté sur le fait qu'une telle réunion avait deux dimensions essentielles. D'une part, il s'agit de discerner l'itinéraire parcouru jusqu'à présent et de l'autre de découvrir de nouvelles voies pour poursuivre le dialogue « en cherchant ensemble comment surmonter les divergences qui demeurent encore malheureusement dans les rapports entre les disciples du Christ ».

Le Conseil pontifical a examiné en particulier les quatre importants dialogues bilatéraux internationaux auxquels l'Eglise catholique a participé depuis le Concile Vatican II : le dialogue avec la Fédération Luthérienne Mondiale, celui avec le Conseil Mondial Méthodiste, avec la Communion Anglicane et avec l'Alliance Réformée Mondiale. Pour le Pape, on se trouve là aujourd'hui « dans une situation intermédiaire où un examen objectif des résultats obtenus apparaît sans aucun doute utile. En ce qui concerne les rapports avec les Eglises orthodoxes et orientales, les progrès théologiques accomplis, a-t-il dit, consolident la fraternité ecclésiale et le document publié par la Commission mixte internationale sur la Communion ecclésiale ouvre une perspective positive de réflexion sur

primat et synodalité, nœud de grande importance dans nos relations avec nos frères orthodoxes ».

En ce qui concerne l'avenir c'est, pour Benoît XVI, « la charité qui aidera les chrétiens à cultiver la 'soif' de la pleine communion dans la vérité et, en suivant docilement les inspirations du Saint-Esprit, nous pouvons espérer pouvoir atteindre bientôt l'unité souhaitée ».

Fides

*** Le premier séminaire du Forum catholico-musulman s'est tenu à Rome.** Pour Benoît XVI qui recevait les participants à ce séminaire placé sous le signe de l'amour de Dieu et de l'amour du prochain, cette réunion a eu un premier résultat, celui de montrer « notre estime réciproque et notre désir de nous écouter les uns les autres avec respect ». De plus il s'agit d'un nouveau pas vers une réelle compréhension entre musulmans et chrétiens et une incitation pour veiller à ce que les réflexions et les développements positifs de ce dialogue ne restent pas confinés aux seuls groupes d'experts et de savants.

Si un accord est possible entre chrétiens et musulmans, c'est sur « une position commune sur la nécessité d'adorer Dieu totalement et d'aimer les hommes et les femmes de manière désintéressée, spécialement ceux qui souffrent et qui sont dans le besoin. Se référant à la Déclaration commune publiée à l'issue des trois jours de réunion, le Pape a lancé une invitation pour un travail en commun pour les victimes des maladies, de la faim, de la pauvreté, de l'injustice et de la violence. Si, pour les chrétiens l'amour de Dieu est indivisiblement lié à l'amour des hommes, la tradition musulmane est également claire pour encourager l'engagement pratique à servir les plus nécessiteux. Aussi devrions-nous travailler ensemble pour promouvoir le respect authentique de la dignité de la personne humaine, et des droits fondamentaux de l'homme, même si nos visions anthropologiques et nos théologies justifient cela de manière différente ».

Benoît XVI a tenu à insister fortement sur la protection des droits fondamentaux de l'homme « pour toutes les personnes et partout, ajoutant que c'était le devoir des dirigeants politiques d'assurer le libre exercice de ces droits dans le plein respect de

la liberté de conscience et de la liberté de religion de chacun. D'où sa condamnation réitérée de la discrimination et de la violence à l'égard des croyants qui sont d'autant plus inacceptables et injustifiables quand ils sont accomplis au nom de Dieu. Nous sommes appelés à montrer par les paroles, mais surtout par les faits, que le message de nos religions est indubitablement un message d'harmonie et de compréhension réciproque. Pour le Pape, il en va de la crédibilité et de l'efficacité de ce dialogue amorcé, car pour lui le Forum catholico-musulman doit devenir de plus en plus une occasion de dialogue et un moyen de surmonter toute incompréhension et tout désaccord. Il faut dépasser les préjugés du passé et corriger l'image souvent déformée de l'autre, ce qui peut aujourd'hui encore créer des difficultés dans nos rapports ».

Fides-VIS

*** Chrétiens et juifs doivent donner un témoignage commun à la miséricorde de Dieu.**

Dans un monde marqué souvent par la pauvreté, la violence et l'exploitation, juifs et chrétiens doivent pouvoir témoigner en commun de la miséricorde de Dieu. C'est ce qu'a affirmé Benoît XVI en recevant les membres de l'*International Jewish Committee on Interreligious Consultations*. Il s'est réjoui de la compréhension croissante entre catholiques et juifs et a réaffirmé le ferme engagement à mettre en œuvre les principes énoncés dans la Déclaration du Concile Vatican II *Nostra Aetate* « qui a condamné avec fermeté toutes les formes d'antisémitisme et a été une pierre milliaire significative dans la longue histoire des rapports entre catholiques et juifs ». Cette Déclaration doit être « une invitation à une nouvelle compréhension théologique des rapports entre l'Eglise et le peuple juif ».

Autre sujet de satisfaction pour Benoît XVI, le fait que les chrétiens sont « toujours plus conscients du patrimoine spirituel qu'ils partagent avec le peuple de la Torah ». Il a appelé les juifs à découvrir, eux aussi, ce qu'ils ont en commun avec tous ceux qui croient dans le Seigneur.

Se référant aux rencontres organisées par ses hôtes, le Pape a abordé le problème du dialogue qui, a-t-il dit, « n'est sérieux et honnête que lorsque l'on respecte les différences et que l'on reconnaît les autres précisément dans leur diversité. Un dialogue

sincère a besoin d'ouverture et d'un profond sens de l'identité des deux parties, afin que chacun soit enrichi par les dons de l'autre ».

Zénit-Fides

*** En Europe, le dialogue des cultures ne peut ignorer le patrimoine chrétien.** Dans une lettre adressée conjointement aux Présidents des Conseils pontificaux du dialogue interreligieux pour le Cardinal Jean-Louis Tauran, de la culture pour Mgr Gianfranco Ravasi, à l'occasion d'une journée d'étude *Cultures et Religions en Dialogue* organisée par l'Union Européenne dans le cadre de l'Année du Dialogue Interculturel, Benoît XVI a rappelé que l'Europe trouve ses racines « dans le patrimoine immense et antique d'Athènes et de Rome, et surtout, dans la terre féconde du christianisme qui a su créer de nouveaux patrimoines culturels recevant ainsi la contribution originale de chaque civilisation. Ce n'est pas parce que de nombreux Européens semblent les ignorer que ces racines chrétiennes du continent n'existent pas. Elles devraient tracer la route et alimenter l'espérance de millions de citoyens qui partagent les mêmes valeurs ».

S'il est important de promouvoir des initiatives de dialogue interculturel et interreligieux, ne serait-ce que pour pouvoir collaborer sur des sujets d'intérêt commun « comme la dignité de la personne humaine, la recherche du bien commun, la construction de la paix et le développement, il faut faire attention à ne pas céder au relativisme ou au syncrétisme : un dialogue authentique doit être animé d'un respect sincère pour les autres et d'un esprit généreux de réconciliation et de fraternité. Il faut que les croyants conservent jalousement l'héritage culturel et spirituel qui les distingue et qui fait partie intégrante de leur histoire. Mais, en même temps, ils doivent rechercher des voies nouvelles pour relever les grands défis de notre époque, tels la défense de la vie de l'homme à toutes ses étapes », et la construction d'un monde juste et solidaire.

VIS

*** Journée du Migrant et du Réfugié placée sous le patronage de Saint Paul.** Dans son message pour cette 95^{ème} Journée, Benoît XVI insiste sur la figure de Saint Paul qui fut un migrant lui-même : « Aujourd'hui aussi le message du salut

doit être proposé avec la même attitude que l'Apôtre des nations, en tenant compte des différentes situations sociales et culturelles, et des difficultés particulières de chacun qui découlent de la condition de migrant et d'itinérant. Benoît XVI a tenu à préciser que *l'univers bigarré des migrants comprend les étudiants non résidents, les immigrés, les réfugiés, les personnes déplacées, en incluant ceux qui sont victimes des esclavages modernes, comme le trafic des êtres humains* ». Après avoir passé en revue tous les faits marquants de la vie de Saint Paul en ce qui concerne son rapport aux autres,

Benoît XVI pose la question : Comment ne pas prendre en charge ceux qui, en particulier parmi les réfugiés et les personnes déplacées, se trouvent dans des conditions difficiles et malaisées ? Comment ne pas remédier aux besoins de celui qui est, de fait, plus faible et sans défense, marqué par la précarité et l'insécurité, marginalisé, et souvent exclu de la société ? »

Au cours de la conférence de presse qui a précédé la publication du message, le Président du Conseil pontifical pour la pastorale des réfugiés, le Cardinal Renato Martino et le Secrétaire du Conseil, Mgr Agostino Marchetto, ont insisté sur le fait, d'une part, qu'il serait vain de penser qu'on peut régler les flux migratoires en fermant les frontières : *« ils doivent être traités par les états au moyen de mesures justes et solidaires »* a déclaré le Cardinal Martino, alors que Mgr Marchetto rappelait que **l'hospitalité qui est la base même de la pastorale des réfugiés et des demandeurs d'asile ne devait pas être considérée comme un devoir, mais bien plus comme un mode de vie** et que sa mise en application allait bien souvent à contre-courant des idées et des mentalités de la société d'aujourd'hui. On a l'impression que *« ces derniers temps les réfugiés sont traités sans prendre en considération les raisons de leur fuite forcée. Cela se traduit par la tentative de leur interdire l'entrée dans les pays qu'ils rejoignent, et l'application de mesures rendant plus difficile leur migration »*.

VIS, Fides

*** Les Gitans ont besoin d'une Eglise vivante pour dépasser les difficultés que la politique ne parvient pas à surmonter.** Début octobre 2008 a été publié le document final du 6^{ème} Congrès Mondial de la Pastorale des Gitans sur la position des jeunes dans l'Eglise et la société et qui s'est tenu début septembre à Freising en Allemagne.

Ce document rappelle aux gouvernements qu'ils devraient garantir les droits de pleine participation dans la société, notamment en favorisant l'apprentissage de la langue du pays, en établissant un statut clair des minorités. Pour les participants à ce Congrès Mondial, il faut garantir aux jeunes le soutien, les ressources et les possibilités qui leur permettent d'avoir une vie indépendante et autonome. Ils déclarent que *« l'accès aux différents droits fondamentaux (logement décent, enseignement, soins médicaux) peut être facilité par la formation et par l'emploi de médiateurs socioculturels gitans »*.

Quant à l'Eglise, elle veut instaurer un dialogue franc et cordial avec ces jeunes qui *« sera source de richesse et de jeunesse pour l'Eglise et pour la société civile »*.

Fides

*** Il faut refuser la fatalité de la misère.** À l'occasion de la Journée mondiale du refus de la misère, le 17 octobre 2008, Benoît XVI a fait parvenir un message au Directeur du Centre international Joseph Wresinski (qui fut le fondateur du mouvement ATD Quart-Monde).

Se référant à la situation présente, le Pape demande que les plus faibles et les plus défavorisés soient l'objet d'une attention encore plus grande : *« La situation présente ne peut qu'aggraver les conditions de vie, déjà préoccupantes et parfois tragiques, de nombreuses personnes dont la dignité humaine se trouve ainsi gravement atteinte »*.

Le destinataire de ce message, Jean Tonglet, a rappelé que l'un des objectifs de cette Journée du refus de la misère, instituée par l'ONU en 1992, était **de donner la parole aux plus pauvres, d'entendre ce qu'ils ont à dire**, non seulement par rapport à la pauvreté et à la manière de la combattre, mais au sujet de la paix, de la justice, de l'avenir du monde, des sociétés : *« cette attitude*

d'écoute est quelque chose que le 17 octobre veut promouvoir pour que nous puissions ensuite la vivre jour après jour ».

Zenit

*** Tout malade porte en lui une valeur absolue, une dignité à honorer.** En recevant le 20 octobre dernier les participants au 110^{ème} Congrès National de la Société Italienne de Chirurgie, Benoît XVI a précisé en ces termes les trois objectifs de la mission spécifique du chirurgien : *« guérir la personne malade, ou au moins chercher à intervenir de manière efficace sur l'évolution de la maladie ; soulager les symptômes douloureux qui l'accompagnent, surtout quand elle est dans une phase avancée ; prendre soin de la personne malade dans toutes ses attentes humaines ».*

Saluant évidemment les progrès de la science, *« la guérison (...) est devenue aujourd'hui une perspective normalement réalisable, le Pape souligne néanmoins le fait que la médecine contemporaine aurait tendance à abandonner le malade au moment où l'on s'aperçoit de l'impossibilité d'obtenir des résultats appréciables. Il faut respecter - Benoît XVI parle même de fondement qui ne peut être éludé - la dignité humaine qui à son tour exige le respect inconditionné de chaque être humain, né ou non né, sain ou malade, quelle que soit la condition dans laquelle il se trouve ».*

D'où la nécessité d'un rapport de confiance entre le médecin et le malade : *« ce à quoi il faut viser est une véritable alliance thérapeutique avec le malade, en s'appuyant sur cette faculté clinique de raisonner qui permet au médecin de découvrir les moyens de communication les plus adaptés à chaque malade ».*

Fides

*** Le don d'organes est une forme particulière de témoignage de charité.** Benoît XVI a profité du Congrès international organisé début novembre 2008 par l'Académie pour la Vie pour saluer devant ceux qu'il recevait en audience cette *« grande conquête de la science médicale que sont les greffes de tissus et d'organes. Elles sont un signe d'espérance pour de nombreuses personnes qui se trouvent dans des situations*

cliniques graves et parfois extrêmes. Mais il faut néanmoins faire attention de ne pas tomber dans le travers de considérer le corps comme un simple objet et de ce fait de changer les principes d'éthique qui sont à sa base ».

Un des travers contre lesquels il faut lutter absolument c'est de vouloir contourner le principe de totale gratuité : *« des logiques éventuelles de ventes des organes, mais aussi l'adoption de critères discriminatoires ou utilitaristes, détonneraient tellement avec la signification qui est à la base du don, qu'elles se mettraient elles-mêmes hors jeu, en se qualifiant comme étant des actes illicites. Attention aussi à tous les abus qui touchent souvent des enfants ! La communauté scientifique doit s'unir pour les refuser comme étant abominables ».*

Pour Benoît XVI, *« le critère principal qui doit toujours prévaloir, est le respect pour la vie du donateur, en sorte que le prélèvement des organes soit permis seulement en présence de sa mort réelle ».*

*** L'assistance communautaire et à domicile aux malades du sida.** L'observateur permanent du Saint-Siège auprès de l'ONU à New York, Mgr Celestino Migliore s'est adressé aux membres de la commission sur la condition des femmes du Conseil économique et social (ECOSOC) en soulignant que l'affirmation de cette égalité dans le domaine de l'assistance aux malades du Sida comportait des implications importantes : *L'assistance suppose des programmes, des politiques et des décisions budgétaires, ainsi qu'une attitude et un engagement personnels en vue du bien-être des autres. Soulignant le caractère d'interdépendance des êtres humains, il a déclaré que la reconnaissance réelle de ce phénomène amène à surmonter le dilemme entre autonomie et dépendance ce qui promeut une nouvelle vision du travail d'assistance, qui ne peut plus être délégué uniquement à certains groupes, telles que les femmes et les immigrés, mais doit également être partagé entre toutes les femmes et tous les hommes, au sein du foyer comme dans le secteur public ».*

Condamnant avec vigueur les comportements discriminatoires envers les femmes, notamment

quand il s'agit de sous-évaluer leur contribution à la société « *parce qu'elles sont des femmes*, Mgr Migliore, s'est attaché à montrer à quel point l'assistance mondiale aux personnes atteintes du Sida était essentielle. Il a aussi voulu souligner l'importance de ce qu'il a appelé *l'assistance communautaire et à domicile*, alors qu'elle est largement non reconnue officiellement. Et cette assistance est surtout du domaine des femmes lesquelles, en absence de législations adéquates, doivent affronter un état de stress parfois plus important que celui que supporte le personnel médical, des situations de vulnérabilité dues à l'isolement social, aux conditions de travail difficiles et parfois *aux exploitations en tout genre* ».

L'assistance ne doit plus être considérée comme relevant du seul domaine privé. Elle doit « *revêtir une importance capable de façonner la vie politique et de rendre les hommes et les femmes davantage capables de se préoccuper des nécessités des autres, d'être plus solidaires et en mesure de se concentrer sur les autres* ».

Osservatore Romano

*** Le 50^{ème} anniversaire de la mort de Pie XII.** Au cours d'une messe concélébrée avec les Cardinaux à Saint-Pierre de Rome, Benoît XVI a longuement évoqué la figure de ce Pape qui avait œuvré sous les pontificats de Léon XIII, Pie X, Benoît XV et Pie XI, avant de devenir lui-même Pape en 1939, à la veille de la seconde guerre mondiale.

Comme Nonce Apostolique en Allemagne jusqu'en 1929, il s'est rendu compte, a dit Benoît XVI, « *depuis ses origines du danger constitué par la monstrueuse idéologie nationale-socialiste aux racines antisémites et anticatholiques pernicieuses*. Comme collaborateur de Pie XI dont il fut le Secrétaire d'Etat pendant neuf ans, il fut à l'origine des encycliques qui condamnaient le fascisme, le nazisme et le communisme soviétique. Et de rappeler l'émouvant radio-message du 24 août 1939 au cours duquel il s'est écrié : *le danger est imminent, mais il est encore temps. La paix n'est pas encore perdue, mais tout peut l'être par la guerre*. Pour Benoît XVI, la guerre a mis en évidence *l'amour qu'il nourrissait pour sa chère Rome, amour témoigné par l'immense œuvre de charité qu'il développa pour la défense des persécutés sans*

aucune distinction de religion, d'ethnie, de nationalité, d'appartenance politique. (...) Il a agi souvent de façon secrète et silencieuse, justement parce qu'à la lumière des situations de ce moment historique complexe, il pensait que c'était la seule façon d'éviter le pire et de sauver le plus grand nombre possible de juifs ».

Le rôle du Pape ne s'est pas arrêté à la fin de la guerre, car jusqu'à sa mort en 1958, il a été – c'est Paul VI qui le disait – « **un précurseur du Concile Vatican II** » que ce soit dans l'étude de l'Écriture, dans le renouveau liturgique ou encore dans l'impulsion formidable qu'il a donnée à l'activité missionnaire de l'Église. « *Il est important de souligner que la sainteté fut son idéal, un idéal qu'il n'a pas manqué de proposer à tous* » a conclu Benoît XVI en rappelant également la proclamation en 1950 du dogme de l'Assomption de la Vierge Marie.

Observateur permanent du Saint-Siège auprès de l'UNESCO

*** Intervention de Mgr Francesco Follo lors de la 181^{ème} Session du Conseil Exécutif de l'UNESCO. Point 52 de l'ordre du jour Elaboration d'un plan d'action pour la préparation de l'Année internationale du rapprochement des cultures « L'Éducation et le rapprochement des cultures ».** Paris, le 27 avril 2009

« Monsieur le Président,

Cette 181^{ème} Session du Conseil Exécutif de l'UNESCO au point du jour 52 prône un plan d'action pour l'année internationale du rapprochement des cultures 2010. À ce propos le Saint-Siège souhaite proposer une réflexion sur la nature et les finalités d'une éducation à l'interculturalité.

Le Saint-Siège se réjouit que l'art. 26 de la Déclaration universelle des droits de l'homme, dont nous fêtons le 60^{ème} anniversaire cette année, affirme clairement que « *toute personne a droit à l'éducation* » (alinéa 1°), et que celle-ci vise « *au plein épanouissement de la personnalité humaine* » (alinéa 2°). Cet article qui sert de base aux travaux de l'UNESCO vient aussi faire écho aux réflexions que je vous offre.

En ce qui concerne sa nature, je voudrais donner les observations suivantes. Il existe actuellement une tendance croissante à orienter l'éducation sur un modèle de raison purement productrice, ce qui en représente une déformation, car une orientation unilatérale de l'éducation vers des critères d'efficacité ne peut qu'avoir des conséquences graves. La crise financière actuelle est riche d'enseignements à cet égard. Seule la personne qui conçoit la relation avec les autres au-

delà des critères de productivité et de direction, peut apprécier les choses à leur juste valeur et assumer une plus grande responsabilité vis-à-vis de la réalité. En effet : les relations sociales sont une fin en soi et non un moyen.

Ainsi, il est souhaitable que les jeunes ne grandissent pas dans un environnement segmenté selon l'origine, le niveau d'éducation et les capacités. Reconnaître comme personnes des hommes peut-être totalement différents, c'est-à-dire les accepter dans leur différence et, par cette acceptation mutuelle parvenir à une communauté profonde, rend les hommes vraiment éduqués et mûrs. Des efforts devraient donc être entrepris, partout où c'est possible, pour que des hommes de différentes capacités, sains et malades, jeunes et vieux, natifs et étrangers puissent se rencontrer sur le chemin de leur formation. Ce n'est pas seulement un devoir moral vis-à-vis de ceux qui seraient poussés en marge de la société, mais cela rend service aussi à ceux qui, apparemment ancrés au milieu de la société, menacent de se replier sur eux-mêmes.

Non seulement le principe d'efficacité doit être dépassé en matière d'éducation inclusive, mais cette éducation doit aussi passer par l'autre. En effet, les jeunes n'ont pas seulement besoin d'une formation professionnelle solide, ils ont aussi besoin d'un apprentissage social. De plus, les hommes, pour se connaître, ont besoin de passer par l'autre. C'est pourquoi la recherche de cet autre est au cœur de toute éducation, qui s'effectue aussi comme modelage culturel. En nous ouvrant à notre propre culture, nous apprenons les chemins de la transcendance. Ceci présuppose qu'il faille constamment rechercher et promouvoir la rencontre entre les différentes cultures, pour que l'homme ne tombe pas dans le solipsisme et continue à s'interroger sur le sens de l'existence. L'éducation, donc, remplit pleinement sa vocation lorsque les adolescents entrent consciemment en contact avec d'autres cultures et religions, et apprennent ainsi avec attention les uns des autres.

Je résume cette réflexion sur la nature d'une éducation tournée vers l'inclusion, comme suit : l'éducation met au centre non l'homme - produit, mais l'homme - personne, c'est-à-dire faisceau de relations avec les autres et l'Autre, pour qu'il puisse former en toute autonomie sa conscience et, plus en général, pour contribuer à l'émergence de la conscience humaine. J'en viens maintenant à la finalité de cette éducation, qui vise à épanouir la personne humaine et à l'éveiller aux questions ultimes et transcendantes de l'existence, et où le maître joue un rôle fondamental.

Pour un enseignant, éduquer le jeune, c'est l'éduquer à être sujet de sa raison et de son cœur. Toutes les fois que la société séculière cache les possibilités extrêmes de l'existence humaine, le vis-à-vis de la liberté face à l'Absolu de Dieu, l'enseignant peut et doit ouvrir dans le plein respect de la conscience à une herméneutique du sacré, à travers les signes et les traces de la question/quête religieuse de l'homme dans l'art, dans l'histoire et dans la littérature. A ce propos, il est important de ne pas écarter de l'école, au nom d'une laïcité mal

comprise, la réflexion sur les enjeux les plus décisifs : **l'éthique, la politique et la religion**. Il revient aux enseignants de conduire tous ceux qui leurs sont confiés jusqu'à la possibilité la plus haute et la plus propre de l'esprit humain, à savoir celle de se situer devant les signes du Divin qui opèrent dans l'Histoire. C'est le droit des jeunes au sens (signification et aussi direction) de la vie. Ce sens passe par la transmission de la tradition dans laquelle ces jeunes sont nés et aussi par la décodification des signes. C'est pour cette raison, probablement, que les maîtres s'appellent *enseignants*. Au-delà de toute spécialisation fonctionnelle, chaque *enseignant* peut et doit vivre son travail en se conformant à sa dignité de personne humaine ; de cette façon les élèves seront conduits à découvrir leur dignité, qui n'est pas liée aux simples facultés intellectuelles ou physiques. Si les *enseignants* font d'eux-mêmes des personnes dans le sens plein du mot, alors ils pourront faire émerger une personnalité authentique et mûre dans le jeune, en l'aidant à se libérer de tout ce qui se dresse contre son épanouissement et son développement. La première question donc, qu'il faut se poser pour l'éducation, n'est pas « que faire pour faire l'école ? » mais « comment être pour faire l'école ? ». La réponse proposée est la suivante : l'enseignant doit être une personne consciente de sa dignité humaine au point de pouvoir la faire épanouir dans les jeunes vies qu'il a devant lui, en leur donnant un regard positif sur la réalité et en montrant que la question sur Dieu n'est pas contre la raison, mais, au contraire, son sommet.

En effet, quelle est la question la plus grande que l'homme puisse se poser à soi-même et aux autres ? La vie, la mort, leur signification sont des thèmes importants, universels, mais, comme l'affirme même l'écrivain d'origine hébraïque et lauréat du prix Nobel pour la Paix, Elie Wiesel, la question la plus grave est autre : « *en fin de compte, l'existence de Dieu est le seul problème authentique (...), dans lequel tous les autres problèmes sont résumés et minimisés.* » (A. Monda, *Tu credi ? Conversazione su Dio e la religione*, Roma, 2006, p. 145). Tel est le noyau du problème, central dans chaque existence. En effet, chaque choix (existentiel, artistique ou politique) surgit directement de la réponse donnée à cette « grande question ». Aider et donner des réponses à cette suprême question signifie montrer la direction en ôtant le bandeau des yeux, c'est-à-dire les conditionnements intérieurs et extérieurs limitant la tâche du maître.

Pour conclure, si telles sont la nature et la fin de l'éducation, le Saint-Siège reste conscient qu'il faut du temps pour atteindre un tel degré de qualité d'une éducation qui ouvre à la rencontre des autres. Dans cette optique, le Saint-Siège appuie tout effort fait par l'UNESCO dans cette direction, entre autres l'interculturalité et la rencontre des cultures – qui implique une fécondation réciproque – et l'accès du plus grand nombre aux TIC et autres moyens d'échange, qui, bien loin d'être des solutions définitives, peuvent néanmoins contribuer grandement au développement qualitatif de l'éducation surtout celle inclusive. Le Saint-Siège

soutient les objectifs de la stratégie à moyen terme relatifs à l'éducation, présents dans le document 34 C/4 B.II, principalement la participation des groupes vulnérables et désavantagés, tout comme des peuples indigènes, aux processus de développement tout au long de la vie dans toutes les régions. Ces objectifs trouvent d'ailleurs leur fondement dans les principes que je viens d'énoncer.

J'en terminerais avec les mots du Saint-Père, le Pape Benoît XVI: « *Nous vivons, en effet, à une époque de rencontre des cultures, du danger de la violence qui détruit les cultures, et de l'engagement nécessaire de transmettre les grandes valeurs et d'enseigner aux nouvelles générations la voie de la réconciliation et de la paix. Nous trouvons cette voie en nous orientant vers le Dieu au visage humain, le Dieu qui s'est révélé à nous dans le Christ.* » (Audience du mercredi 12 mars 2008). En effet, on n'éduque pas seulement à quelque chose, mais à quelqu'un qui dans le rapprochement nous enrichi.

Monsieur le Président,
je vous remercie de votre attention. »

*** Intervention de Mgr Francesco Follo lors de la 181^{ème} Session du Conseil Exécutif de l'UNESCO Point 55. Les technologies de l'information et de la communication au service du développement durable.** Paris, le 24 avril 2009

« Monsieur le Président, Excellences,
Madame, Monsieur,

Le Saint-Siège se réjouit du soutien que l'UNESCO apporte au développement des technologies de l'information et de la communication. En effet, parmi les moyens de communication qui permettent de transmettre au public informations et savoirs, les technologies numériques présentent des atouts déterminants. Le maillage de leurs réseaux se développe rapidement. Il peut progressivement mettre en contact des hommes et des femmes isolés et être ainsi ferment de coopération. En outre, le fonctionnement interactif de ces technologies est susceptible d'offrir des moyens d'expression au plus grand nombre. Cet avantage est de nature à favoriser la bonne circulation des connaissances et l'édification d'une société du savoir inclusive si chère à l'UNESCO, d'autant plus que les jeunes générations, nombreuses dans les pays en voie de développement, font montre d'une réelle connivence avec ces nouveaux médias.

Cette interactivité des technologies numériques peut aussi contribuer à la liberté de réception, d'utilisation et de diffusion de l'information et ainsi favoriser le dialogue entre les peuples, les cultures et les religions. En effet, « *la diffusion publique et en temps voulu de faits et d'événements permet à chaque homme d'en avoir une connaissance exhaustive et permanente. Par là même, chacun pour sa part peut concourir efficacement au bien commun et tous ensemble peuvent contribuer plus aisément à la prospérité et au progrès de toute la société* » (Concile Vatican II, Décret sur les moyens de communication sociale « *Inter mirifica* », paragraphe 5.)

Sa Sainteté le Pape Benoît XVI évoquait ainsi récemment « *l'extraordinaire potentiel des nouvelles technologies, si elles sont employées pour favoriser la compréhension et la solidarité humaines* » (Sa Sainteté Benoît XVI, Message pour la 43^{ème} journée mondiale des communications sociales, 23 janvier 2009). Cependant il attirait aussi l'attention sur l'importance de placer ces technologies « *au service de tous les êtres humains et de toutes les communautés, surtout des plus nécessiteux et des plus vulnérables* ». Il s'inquiétait également de certains usages de ces technologies portant atteinte à la sérénité du dialogue ou au respect de la personne humaine.

Dans ce contexte, le Saint-Siège salue particulièrement les efforts de l'UNESCO dans le domaine des technologies de l'information et de la communication. Il est particulièrement attentif au souci manifesté dans le document préparatoire au présent Conseil exécutif de susciter une action proche du terrain avec, notamment, des centres multimédia communautaires. Un tel mode opératoire, à taille humaine et respectueux de la diversité culturelle, semble constituer un élément de réponse déterminant au grave problème que pose la fracture numérique.

Le Saint-Siège encourage vivement les actions menées en faveur du développement des infrastructures dans les pays émergents et surtout de la formation des hommes et des femmes à l'utilisation des technologies de l'information et de la communication. Il est également attentif à ce que cette formation ne se limite pas à une dimension technique, voire professionnelle, mais qu'elle prenne en compte tout l'homme. En effet « *lorsque nous nous ouvrons aux autres, nous portons à l'accomplissement nos besoins les plus profonds et devenons davantage pleinement humains* ». Cet épanouissement semble devoir être favorisé par une éducation à l'usage des médias numériques, qui aille dans le sens de l'épanouissement de l'individu, du respect de l'autre et du bien commun.

Une telle démarche ne peut aboutir sans une réflexion éthique au sujet des normes de la nouvelle société de l'information. Le Saint-Siège se réjouit donc de l'importance accordée par le document préparatoire à une telle réflexion, qu'il appelle de ses vœux.

Enfin, rappelant que « *l'autorité a la charge de défendre et de protéger [...] la vraie et juste liberté de l'information, dont la société moderne a absolument besoin pour son progrès* » (*Ibidem* « *Inter mirifica* » paragraphe 12), le Saint-Siège souscrit aux préoccupations de l'UNESCO de combattre les abus et de limiter les monopoles d'informations, tout en favorisant les transferts de connaissances techniques susceptibles d'ouvrir au plus grand nombre l'accès des technologies de l'information et de la communication.

Monsieur le Président, Excellences, Madame, Monsieur, je vous remercie de votre attention. » ♦

